



Programme régional de Coopération suisse Grands Lacs 2022–2025



Table des matières

Préface	5
Abréviations et acronymes	6
Analyse du contexte	7
Economie	7
Social, humanitaire, environnement	8
Sécurité	8
Développements politiques récents et gouvernance	9
La politique suisse dans les Grands Lacs et panorama des acteurs internationaux	10
Résultats et leçons apprises 2017–2020	12
Dialogue, lutte contre l'impunité et diplomatie	12
Protection des civils	12
Emploi et développement économique	13
Santé et lutte contre les violences faites aux femmes	13
Implications	15
Orientation stratégique et priorités de la Suisse	16
Gestion de programme et mise en œuvre	20
Gestion du programme	20
Modalités d'aide	20
Gestion adaptative et sensible aux conflits	20
Engagement avec le secteur privé	20
Whole of government approach (WOGA)	20
Ressources financières	21
Pilotage de programme	23
Cadre de coordination	23
Système de contrôle interne et gestion des risques	23
Annexes	
Annexe 1 Carte Région Grands Lacs	24
Annexe 2 Index Genre par pays	25
Annexe 3 Scénarios d'évolution du contexte et conséquences pour le programme	28
Annexe 4 Théorie du Changement programme de coopération Grands Lacs 2022–2025	31
Annexe 5 Planification financière	32
Annexe 6 Cadre de résultats du Programme suisse de coopération 2022–2025 dans les GL	33



Préface

Le présent document constitue la quatrième étape d'un programme régional Grands Lacs mis en place au milieu des années 2000. Cette période de l'histoire des Grands Lacs fut marquée par des accords de paix qui ont mis fin aux guerres en République démocratique du Congo et au Burundi. Elle fut également caractérisée par un esprit de renaissance qui a donné lieu à des nouvelles institutions régionales. Il y avait l'espoir que la région puisse consolider la paix, développer son potentiel économique et coopérer pour un futur commun paisible et prospère. Or, 15 ans plus tard, force est de constater que les progrès sont lents. Les antagonismes entre les pays et les défis de gouvernance persistent et – en dépit de quelques avancées – la région reste fragile et parmi les plus pauvres du monde.

En outre, les trajectoires des pays de la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda et l'Est de la RDC) se sont de plus en plus différenciées et les organisations régionales peinent à influencer positivement sur les nationalismes économiques et politiques. Pourquoi alors poursuivre un engagement régional dans ce contexte ?

La région des Grands Lacs constitue un espace géographique commun, défini par la vallée du Rift. Riche en matières premières et terres fertiles, c'est aussi la région la plus densément peuplée d'Afrique, une région s'urbanisant rapidement et touchée par le réchauffement climatique. De plus, la région est composée de populations interconnectées à plusieurs égards : par la langue, la culture, le commerce et les liens familiaux. Cependant elle reste divisée par un passé conflictuel qui a déchiré le tissu sociopolitique de la région.

Les pays de la région des Grands Lacs forment donc une communauté de destin dans laquelle une crise dans l'un des pays ne reste pas sans conséquence dans les autres.

La Suisse a un intérêt à ce que la région des Grands Lacs se développe et se stabilise étant donné son potentiel démographique et économique. La région des Grands Lacs étant l'une des zones les plus conflictuelles du continent, son engagement se justifie par sa tradition humanitaire. Ainsi, la Suisse engage ses instruments de coopération internationale dans le cadre d'un programme régional qui vise à renforcer les liens régionaux existants et atténuer les crises récurrentes. Parce qu'à long terme, c'est la reconnaissance que cette interdépendance n'est pas uniquement source de conflit, mais la base qui permettra à la région et à sa jeune population de réaliser leur grand potentiel.

La Suisse compte contribuer au développement de la région à travers trois objectifs qui coïncident avec les politiques nationales des trois pays et les objectifs formulés dans la Stratégie suisse de Coopération internationale 2021–2024. Ces trois objectifs visent la résilience des communautés, la résolution des causes profondes des conflits et l'amélioration de la gouvernance dans la région.

Ce cycle programmatique 2022–25 s'inscrit également dans un contexte où le monde entier fait face à la crise COVID-19. Ses conséquences risquent d'affecter négativement les progrès dans la lutte contre la pauvreté, d'alourdir les effets des conflits armés et de mettre en péril certains acquis démocratiques. Cela nécessite encore plus d'agilité et de souplesse dans notre engagement – un autre argument en faveur d'un programme régional permettant de rapidement réajuster les moyens entre les pays en fonction des besoins. La Suisse privilégiera donc une approche à géométrie variable dans la région, s'engageant dans les thématiques retenues avec une intensité différenciée dans chaque pays en fonction des enjeux et opportunités propres à chacun. En même temps, l'appui de la Suisse restera solidaire et prévisible.



Patricia Danzi
Directrice Générale DDC



Livia Leu
Secrétaire d'Etat DFAE

Abréviations et acronymes

AH	Aide humanitaire
AOA	Division Afrique orientale et australe DDC
BM	Banque mondiale
BUCO	Bureau de coopération
CEA	Communauté d'Afrique de l'Est
CNDD-FDD	Conseil National Pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie
COVID-19	Corona Virus Infectious Disease 19
CSPM	Conflict Sensitive Program Management
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDC-AH	Direction du développement et de la coopération – Aide humanitaire
DDR communautaire	Désarmement, Démobilisation et Réintégration communautaire
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DHP	Nexus développement-humanitaire-paix
DIH	Droit international humanitaire
DPDH	Division Paix et Droits de l'Homme
FMI	Fonds Monétaire International
GES	Gaz à Effet de Serre
HRW	Human Rights Watch
IDE	Investissements directs de l'étranger
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilité en RDC
MVE	Maladie à virus Ebola
NST	National Strategy for Transformation
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisations non-gouvernementales
ONGI	Organisations non-gouvernementales internationales
ONU	Organisation des Nations unies
PBC	Peace Building Commission (Burundi Configuration)
PCM	Program Cycle Management
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
PME	Petites et moyennes entreprises
PIB	Produit intérieur brut
RDC	République démocratique du Congo
UA	Union africaine
SBG	Violences sexuelles basées sur le genre
WOGA	Whole of Government Approach
ZLECA	Zone de libre échange continentale africaine

Analyse du contexte

Les trois pays de la région (Rwanda, Burundi et RDC) ont connu des évolutions interdépendantes et variées en même temps. En raison de ces interdépendances étroites, les crises dans les trois pays respectifs s'influencent mutuellement. Depuis les années 1990, des conflits ayant une dimension transfrontalière ont menacé la stabilité régionale et infligé d'immenses souffrances à leurs populations. Les accords de paix signés dans les années 1990 et 2000 ont mis fin aux grandes guerres, mais la violence reste élevée, notamment due à la lutte pour les grands gisements de ressources minières dans l'est de la RDC, à l'instrumentalisation de l'affiliation ethnique et à la gestion non inclusive du pouvoir. Les trois pays sont également confrontés à des défis majeurs en termes d'inclusion politique et de gouvernance. En dépit de politiques en matière de genre progressistes (notamment au Rwanda), le rôle des femmes dans les processus de décision politique reste insuffisant.

Alors que les trajectoires économiques et politiques des trois pays se sont davantage différenciées ces dernières années, les relations politiques se sont améliorées depuis le changement de pouvoir en RDC en 2018. Toutefois, l'influence des organisations sous-régionales est encore limitée et leur développement se heurte aux faiblesses de leurs institutions et les relations souvent tendues entre leurs membres.

Les liens sociaux et économiques entre les populations restent pourtant étroits et les échanges transfrontaliers perdurent en dépit des difficultés politiques. La région des Grand Lacs est la zone la plus densément peuplée du continent, avec en moyenne 500 hab/km² pour le Burundi et le Rwanda ou 1000 hab / km² pour l'île d'Ildjwi sur le lac Kivu¹. Les trois pays font également face à un nombre de défis communs tels qu'une forte croissance démographique (BDI : 3.1%, RDC : 3.2%², RWA : 2.6%)³ accompagnée d'une urbanisation rapide (4.6% RDC, 7% RWA) ; une population jeune (moyenne ~18 ans) en manque de perspectives ; et le changement climatique qui affecte notamment les plus pauvres.

1 12,63 mio d'habitants au Rwanda, 11,53 mio au Burundi (source BM 2019) et 7,57 mio au Sud Kivu (source Ministère de la Santé du Sud Kivu 2019)

2 L'AFD a estimé dans une récente étude que la croissance démographique au Sud Kivu serait de 4%

3 <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.GROW>

La crise COVID-19 a eu un effet important sur la région. Les économies aux taux de croissances respectables au Rwanda et partiellement en RDC sont rapidement entrées en récession entraînant la rechute d'un nombre important de personnes dans la pauvreté. Le commerce transfrontalier, source de revenus surtout pour les femmes, s'est quasiment arrêté et beaucoup d'entreprises ont fait faillite par manque de liquidité. Des effets néfastes de la pandémie sur la gouvernance, la situation des droits de l'homme, la protection des populations en situation de détresse, l'accès humanitaire, la formation et l'éducation ainsi que la sécurité alimentaire ont également pu être constatés.

Economie

La région est riche en ressources naturelles et terres fertiles, la majorité de la population dépend d'une agriculture extensive pour ses moyens de subsistance. Malgré l'importance du secteur primaire, son développement et la transformation des produits agricoles ne constituent généralement pas, à l'exception du Rwanda, une priorité pour les politiques étatiques. De plus, une infrastructure adaptée fait cruellement défaut, surtout en RDC. Par conséquent, la productivité reste faible.

La croissance économique en RDC est majoritairement due à l'exploitation de ressources minières (or, coltan, casitérite, cobalt, cuivre, diamants et autres), avec des retombées très limitées pour la population et des effets corollaires néfastes (violations des droits de l'homme, commerce illégal, conditions de travail inhumaines, pollution, insécurité et facteur de violence armée et de conflit).

De manière générale, le manque de perspectives d'emploi est un défi majeur dans la région. En raison de la rapide croissance démographique beaucoup de jeunes (200'000 Rwanda, 150'000 Sud Kivu 200'000 au Burundi) généralement peu préparés en raison de la faiblesse des systèmes d'éducation cherchent à entrer chaque année sur le marché de travail, pour la plupart dans des secteurs peu formalisés.

Au niveau du commerce régional, force est de constater que celui-ci reste faible⁴. Pourtant, des économies de petits pays

4 Le commerce intra-régional des membres de la CEA ne constitue que 11.5% du commerce total

enclavés tels que le Burundi et le Rwanda ne se développeront qu'avec un accès à des marchés économiques plus grands et au bénéfice d'une infrastructure performante garantissant l'accès aux ports de l'océan Indien. Alors que politiquement orientés vers Kinshasa, les Kivus sont économiquement dépendant d'un approvisionnement et d'un débouché commercial depuis/vers l'Afrique de l'Est (corridors Nord et Sud).

En raison de la croissance démographique, le nombre absolu de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté connaîtra vraisemblablement une augmentation, notamment dans les zones rurales. Du fait de la pandémie COVID-19, les estimations actuelles envisagent un recul des taux de croissance économique jusqu'à 8%⁵. Au Rwanda, la crise pose un défi à deux décennies de croissance dynamique et tout un projet économique visant à faire du pays un hub de transport et un centre de services pour toute l'Afrique de l'Est.

Social, humanitaire, environnement

À l'exception du Rwanda, les besoins humanitaires dans la région, particulièrement en RDC, sont en forte progression. En raison d'une combinaison de facteurs structurels (faible gouvernance, services sociaux défaillants, etc.) et conjoncturels (conflits armés, catastrophes naturelles et épidémies, y compris la COVID-19 et la MVE), le nombre de personnes dans le besoin d'assistance et de protection ne cesse d'augmenter. La crise humanitaire en RDC est l'une des plus graves au monde. Les besoins humanitaires sont à la hausse, avec presque un tiers de la population du pays en situation d'insécurité alimentaire. Les moyens à disposition ne suffisent pas à répondre à une crise qui ne cesse de s'aggraver.

Le Burundi est désormais un des pays les plus pauvres du monde avec un PIB par habitant de 260 USD (2019, BM). Les conséquences de la pandémie du COVID-19 s'ajoutent à l'augmentation de l'insécurité alimentaire et la persistance des épidémies de malaria. La région des Grands Lacs enregistre toujours les taux de mortalité maternelle et infantile les plus élevés d'Afrique⁶. En matière d'égalité des genres, la RDC et le Burundi occupent respectivement les 156 et 124^{ème} rangs sur 189 pays ; le Rwanda se place au 95^{ème} rang⁷.

Les systèmes de santé dans la région manquent cruellement des capacités et ressources afin de prévenir et répondre à ces différentes crises et épidémies. Le risque de nouvelles épidémies reste élevé avec des potentielles conséquences au niveau local, régional et global.

De plus, les séquelles des conflits ainsi que la prévalence de violences domestiques (en augmentation depuis le début de la pandémie) et VSBG causent des traumatismes, notamment

chez les femmes⁸ et ont des effets importants sur la santé mentale de la population, nourrissant également le cycle de conflits dans la région. En RDC, les VSBG sont une véritable arme de guerre et un demi-million de congolais/es sont exposés/es au risque de telles violences.

Les effets sociaux causés par la situation du COVID-19 ont été similaires dans les trois pays : arrêt du petit commerce transfrontalier, hausse des prix, charges additionnelles, fermeture des écoles et perte massive d'emplois. D'autres défis liés au changement climatique tels que la dégradation des sols, le changement des rythmes pluviaux et la perte de la diversité constituent un risque important pour les moyens d'existence de la population, surtout en vue des faibles capacités des pays à les adresser.

Sécurité

La sécurité reste un enjeu majeur dans une région qui s'est davantage fragilisée. La récession a fortement augmenté le nombre de jeunes sans revenu et sans perspective, qui risquent ainsi d'être marginalisés. Malgré la transition pacifique du pouvoir lors des récentes élections en RDC et au Burundi, les luttes de pouvoir internes continuent d'affecter la stabilité. Une dynamisation des alliances dans la région a donné lieu à des coopérations militaires notamment contre les groupes armés à l'est de la RDC.

Cependant ces actions conjointes, essentiellement militaires, ne sont pas parvenues à circonscrire les groupes armés qui y opèrent. Elles manquent d'accompagnement en matière de prévention de la violence et promotion de la paix. La situation des droits de l'homme demeure préoccupante, également en ce qui concerne les défenseurs des droits de l'homme. En même temps certains acteurs portent un regard critique sur les tentatives de rapprochement et y font activement obstacle. Alors que la pression du Conseil de Sécurité pour un retrait complet de la MONUSCO augmente, les groupes armés nationaux et étrangers actifs dans l'est de la RDC continuent d'être une menace à la fois pour les populations civiles et les pays voisins. Certains risquent de s'allier aux mouvances terroristes transnationales. La prévalence de l'impunité dans la région ainsi que la politisation et la faiblesse des institutions de défense et de sécurité (notamment en RDC) font que ces dernières sont sujettes à corruption et manquent d'efficacité. Elles sont d'ailleurs souvent impliquées dans des entreprises commerciales et dans des violations des droits de l'homme. La criminalité est en augmentation et il est parfois difficile de juger si des faits sont attribuables aux rébellions ou à des criminels.

La crise déclenchée par la COVID-19 a accentué le risque sanitaire dans la région déjà mis en évidence lors de l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu. Les hautes densités de population, les échanges fréquents entre les pays et les problèmes de

5 Les taux de croissance pour 2020 sont : RWA -0,2%, BDI 0,2%, RDC 0,8% (sources BM et FMI)

6 <https://www.who.int/data>

7 Gender Inequality Index (GII), UNDP, 2018

8 400'000 viols / an en RDC selon HRW

gouvernance dans le secteur de santé sont un risque sanitaire pour toute la région. Les pays voisins qui ne peuvent ou ne veulent pas mettre en application les mesures de protection les plus basiques contre des pathogènes infectieux, compromettent la sécurité sanitaire de la région.

Développements politiques récents et gouvernance

Burundi : Le paysage politique reste dominé par le CNDD-FDD, au pouvoir depuis 16 ans. Toutefois, la tournure inattendue des événements suite au décès du président Nkurunziza juste après les élections de mai 2020 qui ont porté le général Evariste Ndayishimiye au pouvoir, semble offrir de nouvelles perspectives. Depuis, une certaine normalisation des relations avec les voisins ainsi qu'avec les partenaires internationaux pourrait contribuer à une réduction de la pauvreté et à une amélioration de la situation des droits de l'homme si le gouvernement s'attaquait aux causes des multiples problèmes de gouvernance.

RDC : Avec deux ans de retard, les élections présidentielles se sont tenues en 2018 et ont amené une alternance à la tête de l'Etat. Alors que la lutte pour le pouvoir entre l'opposition et le camp du Président reste acharnée, ce dernier a gagné en marge de manœuvre suite à la nomination d'un nouveau cabinet en avril 2021. L'une des priorités du Président est la stabilisation des provinces à l'est du pays. Force est de constater que cela reste une ambition du gouvernement à très long-terme, compliquée par la quasi-absence de l'autorité et des services de l'Etat. Une multitude d'acteurs locaux, nationaux et régionaux préfèrent garder le statut quo pour préserver leurs intérêts. De plus, la focalisation du gouvernement sur une réponse militaire aux 130 groupes armés et milices d'autodéfense sévissant dans l'est du pays se fait aux dépens d'une politique de développement inclusif.

Rwanda : Au pouvoir depuis 2003 et réélu en 2017 avec 98.7% des voix, le Président Kagame pourrait, suite à la révision de la Constitution en 2015, rester au pouvoir jusqu'en 2034. L'importance politique et sociale exceptionnelle du Président - architecte du relèvement du Rwanda - reste un défi pour l'avenir. Le manque d'intégration régionale, sans laquelle le modèle de développement du Rwanda ne pourra que difficilement réussir, constitue une autre difficulté importante à surmonter. Malgré des succès mitigés dans la lutte contre la pauvreté et une réduction de la croissance économique, les projections de croissance⁹ pour 2021 restent relativement élevées et les politiques publiques sont souvent progressistes et mises en œuvre avec vigueur.

Régional : Dominées par des relations interpersonnelles « d'hommes forts », les relations régionales entre les trois pays restent volatiles et peu institutionnalisées. Toutefois,

depuis l'adoption de l'accord cadre d'Addis Abeba en 2013, l'ingérence – parfois avec l'appui de groupes armés – dans les affaires internes de leurs voisins semble avoir diminué. A terme seule une coopération régionale permettra de résoudre les problèmes liés à l'exploitation minière et le manque d'infrastructure entravant le développement. Elle ne saurait se limiter aux trois pays concernés par ce programme de coopération, mais devrait inclure le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda et de manière plus large l'Afrique centrale qui compte plusieurs organisations multilatérales.

⁹ Selon les projections du gouvernement, la croissance économique pour 2021 devrait s'élever à 5% (source BM)



La politique suisse dans les Grands Lacs et panorama des acteurs internationaux

La Suisse est présente avec ses programmes de coopération au développement depuis les années 1960 dans la région des Grands Lacs. À partir des années 1990, l'accent a été mis sur l'aide humanitaire et la politique de paix. Depuis les années 2010, la Suisse mène des activités dans le domaine de la coopération au développement, de l'aide humanitaire, de la politique de paix et de la diplomatie en mettant ces instruments en œuvre de manière conjointe afin d'augmenter la cohérence de son action.

La Suisse a un intérêt à ce que le continent africain se développe et se stabilise étant donné son potentiel démographique et économique. La région des Grands Lacs étant l'une des zones les plus conflictuelles du continent, son engagement se justifie par sa tradition humanitaire. La confiance dont elle bénéficie grâce à sa neutralité, ses bons offices et

la permanence de son engagement sont appréciés par les partenaires. La Suisse apporte une expertise technique dans une multitude de domaines d'intérêt.

Elle travaille en partenariat avec les pays de la région, se coordonne activement avec les autres bailleurs de fonds et recherche des niches dans lesquelles elle peut faire valoir ses avantages comparatifs en synergie avec d'autres acteurs internationaux.

Dans les secteurs du développement et de l'humanitaire, les plus importants donateurs bilatéraux sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union européenne et la Belgique. La Chine a une présence de plus en plus importante dans les trois pays, en finançant notamment la construction d'infrastructures avec des prêts. Les principaux bailleurs de fonds

multilatéraux sont le groupe de la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement.

La présence onusienne dans les Grands Lacs reste importante. Le Conseil de Sécurité a adopté en 2020 une stratégie régionale. Il est régulièrement informé sur la situation, entre autres par l'envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs dont le mandat est de favoriser la mise en œuvre de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) y joue également un rôle politique et de représentation. La MONUSCO, à laquelle la Suisse apporte une contribution en termes de personnel civil, militaire et policier, reste la plus importante opération de maintien de la paix au monde, mais la décision de réduire progressivement ses effectifs et sa couverture géographique à partir de 2021 est prise. Elle aura certainement des conséquences importantes sur la situation en RDC en particulier les Kivus. L'approche One UN est mise en œuvre dans les trois pays. De plus, la Commission de Consolidation de la Paix (PBC) joue un rôle unique au Burundi, notamment à travers la configuration pays (Burundi configuration), présidée depuis 2009 par le représentant permanent de la Suisse aux Nations Unies à New York. Cette configuration offre une plateforme de dialogue entre le Burundi et ses partenaires internationaux.

Outre l'Union Africaine en tant qu'organisation continentale, la communauté est-africaine (CEA) est l'organisation sous régionale la plus importante, mais elle est affaiblie par les divisions entre ses Etats membres. La Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale compte également les trois pays parmi ses membres.

Dans ce contexte, l'approche Suisse se distingue par les éléments suivants :

(1) La Suisse est l'un des seuls pays dans la région qui travaille explicitement dans le cadre d'un programme régional. Cette approche se fonde sur une analyse approfondie des conflits qui démontre les interdépendances entre les pays, les lignes de conflits croisées et le jeu des acteurs régionaux.

(2) Alors qu'elle ne figure pas parmi les 10 bailleurs de fonds les plus importants (à part au Burundi), la valeur ajoutée de la Suisse consiste en sa capacité à bâtir des ponts et créer des espaces de dialogue entre tous les acteurs. Elle est perçue comme un partenaire neutre, indépendant et reconnu pour sa proximité du terrain, le pragmatisme et la flexibilité de ses actions, ainsi que pour la défense des droits de l'homme, du droit international humanitaire (DIH) et pour la promotion des principes humanitaires.

(3) Divers aspects du « modèle suisse » peuvent intéresser les acteurs locaux, notamment la décentralisation de la gouvernance, le système éducatif (la formation duale), le libéralisme politique et économique ainsi que la participation citoyenne.

L'engagement suisse dans la région des Grands Lacs est en ligne avec la Stratégie de coopération internationale 2021–2024 et la Stratégie pour l'Afrique Subsaharienne 2021–2024. Comme mentionné dans cette dernière, la Suisse examinera la possibilité de transformer le bureau de coopération à Kigali au rang d'ambassade.



Résultats et leçons apprises 2017–2020

Dialogue, lutte contre l'impunité et diplomatie

Dans un contexte marqué par des défis majeurs en termes de gouvernance démocratique ou de manque d'institutions étatiques ainsi que des violations des droits de l'homme récurrentes, la Suisse a su, à travers son engagement, contribuer à un minimum de participation citoyenne. Elle a maintenu son engagement en faveur de médias libres, indépendants et professionnels. A travers diverses initiatives et la recherche de nouveaux partenariats ou de collaborations renforcées avec des acteurs tels que les confessions religieuses, les associations des maires, les femmes actives dans le commerce transfrontalier ou les acteurs culturels, la Suisse a contribué au rapprochement des populations et la réduction des préjugés dans la région. Toutefois, ces initiatives transfrontalières ont été négativement impactées par la crise COVID-19 et la fermeture des frontières. Malgré des défaillances démocratiques, les élections en RDC (2018) et au Burundi (2020) ont amené une alternance au pouvoir. L'engagement suisse de longue date en faveur des droits de l'homme et le dialogue entre acteurs politiques a permis de contribuer à la réduction des tensions pendant ces crises électorales. L'appui aux mécanismes judiciaires nationaux en RDC a permis de faire aboutir une dizaine de procédures judiciaires emblématiques contribuant à la lutte contre l'impunité. Le positionnement différencié de la Suisse et son excellent réseau ont également contribué à la réduction des tensions entre le gouvernement du Burundi et ses partenaires internationaux de coopération tout en renforçant les capacités de certaines institutions nationales. Le soutien de la Suisse à la décentralisation et la gouvernance locale au Burundi a renforcé la promotion de politiques de redevabilité et de planification inclusive actuellement appliquées dans toutes les communes. Au Rwanda, la Suisse a maintenu et approfondi son engagement en faveur d'une gouvernance inclusive et le développement de nouvelles politiques publiques avec la participation de la société civile. Enfin, le dialogue politique mené à plusieurs niveaux, y compris au niveau du Conseil fédéral a permis d'aborder l'engagement de la Suisse dans la coopération internationale et l'approfondissement de ses relations bilatérales avec les gouvernements des trois États.

Leçons apprises :

Ce domaine comprend un important potentiel au niveau régional pour contribuer à l'objectif général du programme de coopération, notamment promouvoir des espaces de dialogue permettant de consolider la paix et contribuer à la cohésion sociale.

Le bon fonctionnement WOGA, grâce auquel des complémentarités de financement dans divers domaines (paix, droits de l'homme, action humanitaire) ont pu se réaliser, a permis de renforcer le positionnement de la Suisse, notamment au Burundi.

Protection des civils

La crise complexe, qui sévit à l'est de la RDC depuis plus de 20 ans, touche par ses violences et les conflits armés un nombre croissant de personnes dont presque 20 millions ont besoin d'assistance humanitaire en 2021. En RDC et au Burundi, plus de 2 millions de personnes affectées par les conflits armés, les autres formes de violences et les catastrophes ont bénéficié d'actions réactives, réparatrices et du renforcement de l'environnement protecteur. En plus d'une assistance directe aux bénéficiaires, les mécanismes communautaires de protection ont été renforcés pour répondre aux besoins de base des populations et pour favoriser leur résilience face aux violences. Un plaidoyer ad-hoc a été fait auprès des acteurs-clé pour la promotion et le respect des principes humanitaires et du droit international.

L'action de l'aide humanitaire dans le domaine de la santé d'urgence a contribué à répondre aux besoins à l'est de la RDC : 700'000 personnes/année ont reçu une assistance en santé grâce à la Suisse. L'AH s'est efforcée de renforcer la durabilité de ses interventions, là où le contexte le permet.

Leçons apprises :

Le dialogue politique, le plaidoyer et la diplomatie humanitaire sont à renforcer. La réponse humanitaire en RDC fait face à des défis structurels (accès logistique, sécurité, faible gouvernance, corruption, services publics déficients, durabilité, etc.) qui dépassent le mandat humanitaire. Cette constatation invite les acteurs suisses à travailler encore plus en synergie (WOGA).

Les financements pour l'urgence sont plus facilement mobilisables auprès des bailleurs. Par conséquent, les interventions visant la résilience des communautés constituent maintenant la majorité des programmes du portefeuille humanitaire suisse.

Les interventions de protection doivent à la fois intégrer des éléments pratiques, comme la distribution de services et/ou de biens, et de plaidoyer (par exemple la promotion du DIH) qui se complètent, en facilitant l'acceptation des acteurs humanitaires et en renforçant la durabilité des interventions (« protection communautaire »).

Emploi et développement économique

Afin de contribuer à l'émergence de perspectives économiques pour la jeunesse, la Suisse a notamment soutenu la création d'emplois non agricoles à travers la formation professionnelle et la modernisation de la chaîne de valeur des matériaux de construction. Pendant cette période, la Suisse a contribué à la création d'emplois dans la région et formé près de 8'500 jeunes (50% femmes) dans diverses filières professionnelles dont un grand nombre (80% au Rwanda, 68% au Burundi, 44% en RDC) étaient employés ou travaillant à leur compte 6 mois après la fin de leur formation. L'engagement de la Suisse a contribué à l'amélioration des politiques nationales en matière de formation professionnelle et généré une forte demande pour le savoir-faire et l'expérience suisse dans ce domaine, notamment au Rwanda. Dans le secteur des matériaux de construction, l'introduction de briques améliorées, abordables et neutres en CO2 répondant aux normes a créé une forte demande pour la « brique moderne ». La production annuelle a pu être augmentée de 24 à 53 millions de briques par an depuis 2012. Grâce à la création de maisons modèle à Kigali et à Bukavu, environ 2000 nouveaux bâtiments ont été construits de cette manière. Le programme a créé environ 1300 emplois pour des jeunes défavorisés (dont 40% de femmes). Le programme a également démontré un fort potentiel environnemental en réduisant de 75 à 90% les émissions en CO2 des briqueteries soutenues. L'adoption de la nouvelle technologie de production par des briqueteries (semi-)industrielles privées, l'intégration de normes environnementales et de construction dans la planification urbaine au Rwanda ainsi que le vif intérêt des autres donateurs confirment l'impact systémique de ce programme.

Leçons apprises:

Pour la grande majorité des jeunes, particulièrement dans le milieu rural, les perspectives professionnelles sont dans les secteurs peu formalisés. Ils recherchent des opportunités en dehors du secteur agricole. La formation professionnelle doit davantage inclure des compétences de base («*basic life skills* »: alphabétisation, entrepreneuriat, *financial literacy*).

L'accès aux finances, particulièrement des jeunes et des femmes, est l'une des contraintes majeures limitant le développement du secteur privé.

Santé et lutte contre les violences faites aux femmes

Les interventions au niveau décentralisé, l'offre des soins de qualité, surtout pour la mère et l'enfant et les interventions médico-humanitaires soutenues par la Suisse ont sensiblement amélioré l'état sanitaire de plus de 2 millions de personnes au Sud Kivu (baisse de la mortalité infanto-juvénile et maternelle, meilleure fréquentation des structures sanitaires). L'état de santé de la population s'est également amélioré au Rwanda et au Burundi grâce aux investissements dans l'hygiène et l'accès à l'eau potable. L'intervention en assistance nutritionnelle aux orphelins et autres personnes vulnérables conçu en nexus humanitaire - développement a vu 11 organisations caritatives se lancer dans des projets d'autosuffisance alimentaire dans ce cadre. Des progrès timides sont remarqués dans la région depuis 2018, les 3 pays enregistrant une diminution de la prévalence de la malnutrition chronique de 5% (Rwanda), 3% (RDC) et 2% (Burundi). L'engagement suisse dans la lutte contre les VSBG a permis d'assurer la prise en charge médicale de 80'000 personnes et de soutenir plus de 700 groupes communautaires et de protection actifs dans la lutte contre les VSBG. L'approche psychosociale communautaire développée par la Suisse est de plus en plus reconnue par les institutions étatiques. Un plaidoyer actif est en cours pour intégration de cette approche dans les politiques nationales (genre/santé mentale), au vu de son impact sur la transformation des normes sociales.

Leçons apprises :

L'approche dans le secteur de la santé d'urgence en RDC se poursuit dans une logique d'assistance. Une transition vers un système plus durable (par exemple recouvrement de coûts de médicaments) devrait être piloté là où le contexte le permet.

L'absence d'ancrage institutionnel de l'approche systémique et le manque de volonté politique des autorités congolaises se traduisent par une faible allocation de ressources domestiques pour assurer la durabilité des interventions. Ceci expose les populations à des coûts de soins élevés et a un effet néfaste sur la qualité et la disponibilité des services de santé au niveau décentralisé.

Au Burundi, la réorientation du programme santé vers la santé mentale met en lumière une niche avec un haut potentiel d'impact sur le contexte et la cohésion sociale, tant au niveau du pays qu'au niveau de la région.

L'égalité des genres dans le domaine de la santé et VSBG requiert des compétences et l'engagement accrus des partenaires ainsi qu'une plus grande implication des hommes (jeunes, époux, leaders locaux).



Implications

Les défis de la région des Grands Lacs pour pouvoir atteindre les ODD jusqu'en 2030 demeurent considérables et nécessiteront des appuis extérieurs substantiels. La région reste fragmentée et fragile. Les relations tendues entre les pays ne permettent pas de capitaliser sur l'espace socioéconomique régional. Au contraire, les divergences au niveau du développement sociopolitique des trois pays se sont plutôt accentuées ces dernières années. Cette situation est compliquée par la pandémie COVID-19 en cours, dont les conséquences mondiales ne sont pas encore claires. Cependant, les effets sociaux et économiques de la pandémie sur les populations de la région se font ressentir par une augmentation de la pauvreté.

Sur la base de ces constats, les principales implications pour l'engagement de la Suisse durant la période 2022–2025 sont les suivantes :

(1) Les domaines d'engagement de la Suisse restent pertinents et seront maintenus pour le cycle programmatique 2022–2025. Ils s'inscrivent dans la stratégie suisse pour la coopération internationale 2021–2024 ainsi que la Stratégie pour l'Afrique Subsaharienne 2021–2024.

(2) La Suisse poursuivra son engagement dans une approche « *Whole of Government* » en renforçant le « triple nexus » paix, développement et action humanitaire dans son travail programmatique et politique, en mettant un accent aussi sur la promotion des droits de l'homme. Ainsi, la protection des civils ne constituera plus un domaine d'engagement propre mais contribuera surtout aux objectifs 1 et 2 du programme 2022–2025 avec un portefeuille d'interventions spécifiques. Une coopération accrue avec le Secrétariat d'Etat à l'économie sera recherchée au Rwanda.

(3) Le dispositif régional (3 bureaux de coopération à Bujumbura, Bukavu et Kigali) sera maintenu. En raison de la fragilité du contexte, le dispositif des ressources humaines sera renforcé, notamment par le déploiement de personnel international additionnel.

(4) Vu les spécificités des trois pays, la mise en œuvre du programme de coopération suisse sera systématiquement adaptée en fonction des opportunités, besoins et défis rencontrés dans les contextes nationaux (approche multi-pays). Cela signifie que parmi les axes thématiques communément retenus certains seront priorités davantage dans un pays et

moins dans un autre. L'engagement en matière de politique de paix sera également mis en œuvre dans un pareil esprit d'adaptabilité. Cette mise en œuvre à géométrie variable permettra de garder la flexibilité nécessaire pour répondre au contexte tout en évitant de se disperser.

(5) La dimension régionale du programme se réalisera dans la mise en valeur des activités transfrontalières, le renforcement des échanges d'expériences entre les partenaires au niveau régional et l'appui ciblé aux organes des Nations Unies compétents pour la région et aux organisations sous-régionales.

(6) La concentration géographique sera maintenue afin de renforcer les synergies et la visibilité. Les interventions seront concentrées surtout dans les zones frontalières (Province de l'Ouest au Rwanda, provinces de Ngozi, Cibitoke et Kayanza au Burundi, Nord et Sud Kivu en RDC).

(7) Afin de contribuer à la transition démographique, la Suisse s'investira davantage dans la santé, les droits sexuels et reproductifs, et l'égalité des genres.

(8) En termes de partenariats, les acteurs locaux seront privilégiés. Une intensification des partenariats avec le secteur privé sera également recherchée, notamment pour relancer l'économie locale après la crise économique causée par la pandémie COVID-19.

Orientation stratégique et priorités de la Suisse

La Suisse s'engage dans les Grands Lacs dans une perspective à long-terme. Cette région est caractérisée par des liens historiques, sociaux et économiques forts entre les pays. L'objectif est que les crises récurrentes se transforment en interdépendances positives avec une culture partagée, des échanges économiques à travers les frontières et une gouvernance inclusive au service de la population. Pour ce cycle programmatique, la Suisse compte contribuer au développement de la région à travers trois objectifs qui coïncident avec les politiques nationales des trois pays et les objectifs formulés dans la Stratégie suisse de Coopération internationale 2021–2024.¹⁰ Ces trois objectifs visent la résilience des communautés, la résolution des causes profondes des conflits et de la gouvernance dans la région.

Objectif général

Accompagner la région des Grands Lacs dans ses capacités à partager et valoriser ses richesses et potentialités, pour permettre aux populations et communautés, en particulier les jeunes et les femmes, à relever les enjeux démographiques, environnementaux et socio-économiques dans le respect des droits humains pour l'atteinte des ODD.

Gouvernance, protection des civils et prévention des conflits

Objectif 1 : L'amélioration de la gouvernance, une protection accrue des civils ainsi qu'un meilleur respect des droits de l'homme contribuent à la prévention des conflits récurrents dans la région des Grands Lacs et à renforcer la résilience des communautés affectées.

Cet objectif contribue à réaliser les Objectif du Développement Durable suivants :



¹⁰ Voir annexe 6 pour une liste des objectifs de la Stratégie suisse de coopération internationale 2021–24

La nature des systèmes de gouvernance en place, la gestion des ressources et les dynamiques identitaires restent les plus grands freins à la réduction de la pauvreté, au développement durable, et à la paix dans la région. C'est pour cela que la contribution à la protection des civils et la réduction des multiples causes de fragilité et de conflits reste au cœur de l'engagement de la Suisse dans la région.

Celui-ci se structure autour de trois axes :

(a) Transformation et prévention des conflits

Le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des conflits communautaires et le dialogue inclusif à tous les niveaux permettent de limiter les violences, les frustrations et les tensions. Ces aspects permettront de favoriser la recherche de solutions négociées. Des actions relatives à la prévention de l'extrémisme violent, le DDR communautaire (Sud Kivu), le traitement du passé et la lutte contre l'impunité contribuent également à consolider la paix.

Au niveau régional, l'engagement de la Suisse vise surtout à cultiver les relations interpersonnelles (« people-to-people ») afin de favoriser la coexistence pacifique des peuples en construisant entre autres sur le patrimoine culturel commun, les liens économiques transfrontaliers et en associant des nouveaux partenaires tels que les autorités des villes frontalières qui ont de nombreux défis en commun.

Un dialogue politique et diplomatique critique, constructif et soutenu par des acteurs clés, complètera les interventions programmatiques dans cet axe.

(b) Renforcement de l'Etat de droit et protection des civils

Afin de promouvoir le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, la Suisse choisit une approche à la fois préventive en ce qui concerne les normes sociales discriminatoires et réactive afin de restaurer la dignité des personnes affectées à travers des actions réparatrices. Dans une optique de *leave no one behind*, un focus particulier sera mis sur la protection des catégories jugées les plus vulnérables en fonction des risques de protection identifiés (notamment les femmes, les enfants, les personnes déplacées internes/

réfugiés et les couches les plus défavorisées d'un point de vu socio-économique). Au niveau systémique, la Suisse contribue au renforcement de l'environnement protecteur par son dialogue politique et le plaidoyer en faveur des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du respect des principes humanitaires. Dans ses interventions, la Suisse applique une approche basée sur les droits de l'homme engageant les « *duty-bearers* » et soutenant les « *rights-holders* » à connaître et revendiquer leurs droits. Les obligations internationales souscrites par les Etats seront prises en compte dans la mise en œuvre des programmes et une coordination accrue avec les instruments multilatéraux (notamment l'EPU) sera recherchée.

(c) Renforcement des espaces de dialogue et redevabilité sociale

Dans toute la région, l'espace démocratique pour exprimer des opinions critiques, exiger la redevabilité des autorités et pour l'engagement de la société civile est limité. Dans cet axe, la Suisse cherchera à préserver ou à créer des espaces de dialogue entre le gouvernement et la population pour renforcer la redevabilité publique. Elle contribuera au renforcement de la participation citoyenne dans les processus de prise de décision à différents niveaux et les processus de planification impliquant la base, y inclus des femmes, jeunes et groupes vulnérables (personnes déplacées internes, retournés etc.). La Suisse s'engagera en faveur de processus électoraux pacifiques, libres et inclusifs. Les interventions dans cet axe viseront également à impliquer le secteur privé et s'étendront à l'appui aux acteurs des médias, de la société civile et aux acteurs religieux et culturels. Les approches et les outils innovants tels que les technologies numériques pour renforcer la redevabilité et les interactions entre le gouvernement et la population seront davantage recherchés.

Santé et nutrition

Objectif 2 : L'état de santé et le bien-être des populations les plus vulnérables sont améliorés.

Cet objectif contribue à réaliser les Objectif du Développement Durable suivants :



En dépit des progrès achevés, les besoins en matière de santé, inclus de santé d'urgence restent très élevés en raison des divers chocs récurrents (instabilité politique et sécuritaire, épidémies, catastrophes naturelles, conflits et déplacements de population majeurs) et des problèmes d'accès (disponibilité, manque de ressources, qualité basse, accès sécuritaire non assuré pour les bénéficiaires et le personnel médical). Par conséquent, la Suisse maintient son engagement dans ce domaine. Son engagement se structure autour de trois axes :

(a) Santé mentale et santé reproductive

La thématique de la santé mentale et psychosociale se justifie notamment par le contexte conflictuel et les divers traumatismes qui en découlent permettant à la Suisse de contribuer non seulement à la prise en charge des individus touchés, mais de contribuer aussi au traitement du passé. La complémentarité entre la santé mentale et psychosociale et la consolidation de la paix et le traitement du passé est de plus en plus reconnue. Elle constitue une niche d'engagement pour la Suisse. Les futures interventions en santé mentale seront adaptées au contexte des trois pays et bénéficieront de l'expérience suisse dans la prise en charge communautaire des victimes de VSBG du programme psychosocial qui touchera à sa fin durant ce cycle programmatique.

L'investissement supplémentaire dans la santé sexuelle et reproductive, ainsi que la continuité dans la santé maternelle et infantile, est une nécessité non seulement pour déclencher une transition démographique qui tient compte des taux de fécondité et de mortalité, mais aussi pour assurer aux jeunes une transition saine de l'adolescence à l'âge adulte (en réduisant les maladies sexuellement transmissibles, les grossesses précoces, les avortements à risque, les pratiques culturelles néfastes et les violences sexuelles et basées sur le genre).

Ces différents aspects seront pondérés différemment dans les trois pays en fonction du contexte et des besoins.

(b) Nutrition

Les niveaux de malnutrition dans la région restent parmi les plus élevés au monde, en particulier en RDC où la crise alimentaire est aiguë, affectant surtout les femmes et les enfants, souvent pendant les 1'000 premiers jours de vie, avec des conséquences irréversibles. La lutte multisectorielle contre la malnutrition chronique continuera. Une mise à l'échelle au Nord Kivu permettra de conjuguer les instruments de l'aide humanitaire avec ceux de la coopération au développement. La Suisse restera active dans des plateformes de coordination des donateurs au niveau national, régional et global (Programme Global sécurité alimentaire, Nutrition in secondary cities, SUN).

(c) Santé d'urgence

La santé d'urgence gardera durant ce nouveau cycle stratégique une place prépondérante sur l'ensemble de l'est de la RDC, au vu de la faible probabilité d'amélioration du contexte sécuritaire et médico-humanitaire. L'assistance sanitaire d'urgence, bien qu'intégrée dans le domaine 2 conservera toute sa réactivité et sa flexibilité géographique, notamment pour répondre au mieux aux besoins humanitaires liés aux conflits, aux déplacements de population ainsi qu'aux épidémies et aux catastrophes naturelles. Les interventions en santé d'urgence intégreront une large panoplie d'activités : santé communautaire, santé primaire, inclus la prise en charge des VBG et des activités additionnelles (eau, hygiène et assainissement, assistance multisectorielle, etc.). La logique de la gra-



tuité des soins sera appliquée dans toutes les interventions. Où cela est possible, un accent sera donné au renforcement de la durabilité des interventions grâce aux synergies avec des programmes de développement et la consolidation des structures et capacités nationales.

Emploi et développement économique

Objectif 3 : Plus de jeunes, dont une majorité de femmes, ont les compétences nécessaires pour générer du revenu et bénéficier d'opportunités d'emploi dans un environnement propice aux MPME.

Cet objectif contribue à réaliser les Objectif du Développement Durable suivants :



Le manque de perspectives économiques pour la jeunesse est l'un des problèmes principaux auxquels fait face la région.

L'intégration des jeunes hommes et femmes dans le marché du travail est à la fois un facteur économique important et contribue également à la paix et à la stabilité dans la région. L'accès aux finances et à des sources d'énergie fiables étant une contrainte majeure pour le développement, la Suisse soutiendra des programmes régionaux facilitant l'accès aux services financiers pour les petites et moyennes entreprises avec une volonté d'accroître les rôles des femmes dans les PME et renforcera son appui à la transformation agricole et à l'économie villageoise avec de l'hydroélectricité décentralisée au niveau régional. L'engagement de la Suisse dans ce domaine se structure autour de deux axes :

(a) Formation professionnelle et création des emplois d'entrée

Afin d'augmenter les chances d'emploi des jeunes, l'intervention en faveur de la formation professionnelle se concentrera sur le passage à l'échelle d'un système de formation duale adapté au contexte et sur le renforcement du partenariat entre acteurs privés et publics. Un accent sera mis sur l'introduction et le renforcement des métiers prometteurs pour l'avenir axés sur les besoins du marché et liés à la protection de l'environ-

nement, la lutte contre le changement climatique ainsi que la digitalisation. La Suisse se concentrera sur certaines chaînes de valeur à haut potentiel et clé pour le développement. Afin de garantir l'accès des plus défavorisés à une formation de qualité, des éléments d'éducation de base (alphabétisation) seront intégrées à la formation professionnelle.

(b) Soutien aux MPME et inclusion financière

La création d'emplois et la génération des revenus doivent s'inscrire dans un environnement favorable au développement d'un marché inclusif pour avoir un effet d'échelle. Le manque d'offre financière s'est avéré être un obstacle majeur pour le développement économique dans la région. Le système actuel est orienté soit vers des micro-crédits à taux d'intérêt prohibitifs soit vers le financement immobilier et des importations. Par conséquent, cet axe cherche à améliorer les conditions-cadre pour le développement des MPME en facilitant leur accès au financement, surtout au Rwanda.

Du côté institutionnel, la Suisse appuiera les autorités compétentes pour améliorer la gouvernance des secteurs concernés, mettre en place un système de formation orienté vers le marché et s'ouvrir aux nouvelles technologies de production.

Du côté financier, la DDC interviendra dans la région avec des facilités pour garantir un accès au crédit pour des MPME qui créent des emplois. Elle vise un renforcement des capacités auprès des banques pour les rendre aptes à servir une clientèle d'entrepreneurs et pour les accompagner dans l'évolution de leurs entreprises.

Afin de relancer l'économie mise à l'épreuve par la crise COVID-19, la Suisse travaillera avec des acteurs privés, les associations, coopératives et organisations professionnelles pour faciliter l'accès au capital d'investissement et développer les capacités des acteurs économiques. En outre, la Suisse privilégiera les actions favorisant le développement du commerce régional transfrontalier.

Thèmes transversaux : genre et gouvernance

Genre : La région des Grands Lacs reste caractérisée par des inégalités de genre structurelles, avec des relations de pouvoir très déséquilibrées qui s'étendent à toutes les sphères de la vie privée et publique. Au niveau des axes d'intervention de la Suisse, cela implique non seulement la prise en compte spécifique des droits et risques de protection spécifiques aux femmes mais aussi de leur participation politique et sociale. Dans son portefeuille, la Suisse met un accent sur :

- L'inclusion et la participation des femmes dans les espaces de prise de décision ; la valorisation des rôles des femmes dans la culture de la paix et la cohésion sociale (objectif 1)
- La poursuite et le renforcement de l'engagement en faveur de la santé maternelle et la lutte contre les violations basées sur le genre (objectifs 1 et 2)
- La lutte contre les inégalités entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi et la promotion de l'entrepreneuriat féminin y inclus son accès aux crédits (objectif 3)

L'atteinte de résultats significatifs requiert les modalités suivantes : des analyses genre, un dialogue politique soutenu, des alliances avec d'autres donateurs et des organisations féminines ainsi qu'un suivi rigoureux des effets. La Suisse développera un programme qui mettra les enjeux liés au genre au centre en y associant les hommes.

Gouvernance : L'amélioration de la gouvernance inclusive est à la fois un objectif stratégique et une thématique transversale qui touche l'ensemble des domaines d'engagement de la Suisse. La Suisse s'efforcera notamment d'améliorer la qualité des systèmes et favoriser la participation citoyenne. Elle inclura les dimensions de redevabilité et transparence dans toutes ses interventions afin de lutter contre la corruption. Elle soutiendra des mécanismes de prise de décision décentralisée là où le contexte le permet.

Autres accents

L'engagement suisse actuel sur la chaîne de valeur des matériaux de construction permettra de faire une contribution substantielle pour la mitigation des effets du changement climatique en réduisant les émissions directes et indirectes. Des analyses systématiques sur le changement climatique comme facteur aggravant les stress environnementaux et sur la manière de les traiter dans nos interventions seront entreprises. Une certification pour la compensation des émissions de GES faites en Suisse sera recherchée.

Sans être des axes prioritaires, l'urbanisation et la digitalisation seront approfondies et intégrées dans le programme là où des opportunités se présentent. Un focus thématique sera mis sur l'objectif 3 (Emploi et Développement économique), notamment au Rwanda qui poursuit des politiques nationales progressistes dans ce domaine.

Gestion de programme et mise en œuvre

Gestion du programme

Le programme Grands Lacs est majoritairement un programme multi-pays qui adapte les interventions régionales aux contextes nationaux. Les activités visant à promouvoir les espaces de dialogue au niveau régional, la culture et le commerce transfrontalier constituent un fil rouge reliant les différentes interventions.

La structure organisationnelle pour la mise en œuvre du programme de coopération 2022–2025 reflète cette approche. L'aspect régional du programme sera coordonné par Kigali en coopération avec les bureaux à Bukavu et Bujumbura qui assumeront la gestion et la mise en œuvre des programmes au niveau national ainsi que la conduite au niveau régional de certaines thématiques.

Modalités d'aide

La Suisse continuera ses efforts de localisation de l'aide (« *localizing aid* ») en privilégiant les contributions aux acteurs nationaux et locaux souvent plus proches des réalités et besoins de la population. Les capacités de ces organisations seront renforcées là où des déficits en termes de gestion seront identifiées. Afin d'éviter une charge administrative trop lourde, la Suisse visera à développer des programmes à plus grande échelle et de limiter le nombre de contrats avec les partenaires. Elle veillera également à utiliser un mix de partenariats (contributions et mandats) pour leur mise en œuvre en fonction du contexte, des risques et des opportunités.

La Suisse s'appuiera également sur les partenariats avec le système onusien, les institutions de Bretton Woods et d'autres organisations multilatérales pour créer des effets d'échelle, arriver à des résultats plus systémiques et réduire les risques. Les expériences faites serviront également pour informer la politique multilatérale de la Suisse.

L'engagement suisse respecte les principes d'efficacité de l'aide (Déclaration de Paris) et s'aligne avec les politiques publiques dans les trois pays. La Suisse s'engage activement dans les différentes plateformes de coordination des partenaires internationaux.

Gestion adaptative et sensible aux conflits

Au vu des incertitudes contextuelles, notamment en lien avec l'instabilité politique, l'insécurité et la pandémie COVID-19, la gestion adaptative sera renforcée. La mise en œuvre des programmes suit une approche sensible aux conflits avec une évaluation régulière du contexte et son impact sur nos interventions. Afin de mitiger les risques et mieux saisir les opportunités, l'allocation des ressources entre les pays sera gérée de manière flexible.

Engagement avec le secteur privé

La Suisse cherchera une coopération plus étroite avec le secteur privé y compris des entreprises suisses pour créer des effets d'échelle, notamment dans la formation professionnelle, la création d'emplois et l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE). Elle fera la promotion de l'adhésion des compagnies dans le secteur extractif aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Sur la base des projets pilotes, des possibilités d'engagement avec le secteur privé en dehors du développement économique seront approfondies (notamment dans la protection de l'environnement et la promotion de l'égalité genre).

Whole of government approach (WOGA)

La responsabilité principale pour l'implémentation du programme régional Grands Lacs reste à la DDC, représentée dans les trois pays par les bureaux de coopération suisse. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Secrétariat d'Etat, avec la Division Paix et droits de l'homme dont deux conseillers sont intégrés à l'ambassade de Kinshasa et un au bureau de coopération de Bujumbura. La DPDH continuera, en plus de ses engagements existants au Burundi et en RDC, d'identifier de nouvelles opportunités de soutien, via le détachement d'experts, au profit des organisations internationales actives dans le domaine de la promotion de la paix. Les acteurs impliqués s'efforceront de renforcer le nexus paix, développement et humanitaire dans leurs interventions, notamment en RDC (renforcement) et au Burundi (maintien), dans le but de maximiser l'impact des interventions.

La Suisse est présente dans la région avec quatre instruments de sa politique étrangère pour la mise en œuvre de ses programmes (la diplomatie bilatérale et multilatérale, la coopération au développement, l'aide humanitaire et la politique de paix et des droits de l'homme). Le cinquième instrument, le développement économique sous la responsabilité du SECO, met en œuvre différentes initiatives globales qui incluent les pays de la région des Grands Lacs. Dans l'optique de renforcer la coopération au développement sur les enjeux économiques au Rwanda, une collaboration plus étroite avec le SECO sera recherchée. En ligne avec la Stratégie pour l'Afrique Subsaharienne 2021–2024, la Suisse cherchera également à étendre la coopération avec le Rwanda dans les domaines de la numérisation et de la diplomatie scientifique.

Ce dispositif permet à la Suisse de faire valoir son soutien à la région des Grands Lacs d'une façon intégrée et de mener un dialogue politique sur différents niveaux, de la réalité locale aux enceintes multilatérales. Si la Suisse venait à occuper un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2023–2024, cela représenterait une opportunité pour renforcer encore davantage ce dispositif. Pour atteindre un impact bénéfique et durable en faveur des groupes cibles de nos interventions, le nexus est à privilégier, surtout dans les contextes humanitaires en RDC et au Burundi.

Ressources financières

Pour la période 2022–2025, le budget de l'aide au développement prévu pour la région Grands Lacs s'élève à 116 millions de francs soit une moyenne de 29 millions de francs par an.

Les allocations les plus élevées concernent la santé et la lutte contre les violences faites aux femmes, suivis par l'emploi et le développement économique (voir aussi Annexe 4: Planification financière).

A cela s'ajoutent les budgets indicatifs de l'aide humanitaire (13 millions de francs par an pour la RDC et 1 million de francs par an pour le Burundi) et de la Division Paix et droit de l'homme (1,5 millions de francs par an), soit un budget total d'environ 178 millions de francs pour la période 2022–2025.

Budget planifié par domaine pour 2022–2025 :

- Santé et nutrition : 65.9 millions de francs ;
- Emploi et développement économique : 41.8 millions de francs ;
- Gouvernance, Protection et prévention de conflits : 65.3 millions de francs ;
- Thèmes transversaux : 5 millions de francs.





Pilotage de programme

Cadre de coordination

La responsabilité pour le programme régional reste au sein du bureau de coopération régional Grands Lacs à Kigali. Cependant, chaque bureau est responsable du suivi et de la mise en œuvre des projets nationaux. Les trois bureaux se coordonnent étroitement dans le cadre de réunions de direction régulières. Les responsabilités pour les différents secteurs thématiques seront réparties entre les bureaux en fonction des ressources et des compétences disponibles. Des réunions régionales sur le terrain, virtuelles et physiques, de concertation à la centrale et un séminaire stratégique annuel, réunissant tous les partenaires WOGA (en présentiel tous les deux ans) auront lieu. Ce dernier servira à faire une analyse contextuelle conjointe et de décider d'éventuelles adaptations majeures du programme en cours.

Les rapports annuels servent de base pour le pilotage et seront élaborés sous la conduite du bureau de coopération régional à Kigali. Les réponses de gestion seront approuvées par toutes les unités institutionnelles concernées à la centrale.

Système de contrôle interne et gestion des risques

Les risques contextuels sont régulièrement évalués et la mise en œuvre du programme est adaptée selon les différents scénarios qui seront actualisés dans les MERV élaborés semestriellement au Burundi et en RDC et annuellement au Rwanda et au niveau régional. Les risques de sécurité ainsi que les risques fiduciaires feront également l'objet d'un suivi constant. L'utilisation conséquente des *partner risk assessments* aussi pour des montants limités garantira une bonne connaissance des capacités des partenaires, leur permettant d'envisager des mesures de renforcement dans les aspects de gestion financière et organisationnelle en cas de besoin.

Annexe 1 : Carte Région Grands Lacs





Map No. 4004.1 UNITED NATIONS
 January 2004


Department of Peacekeeping Operations
 Cartographic Section


Annexe 2 : Index Genre par pays

Country	Rwanda
SIGI 2019 Category	Low
SIGI Value 2019	28%

Discrimination in the family	38%	
	Legal framework on child marriage	25%
	Percentage of girls under 18 married	4%
	Legal framework on household responsibilities	25%
	Proportion of the population declaring that children will suffer if mothers are working outside home for a pay	40%
	Female to male ratio of time spent on unpaid care work	2.6
	Legal framework on inheritance	25%
	Legal framework on divorce	75%

Restricted physical integrity	21%	
	Legal framework on violence against women	50%
	Proportion of the female population justifying domestic violence	41%
	Prevalence of domestic violence against women (lifetime)	34%
	Sex ratio at birth (natural =105)	105
	Legal framework on reproductive rights	50%
	Female population with unmet needs for family planning	19%


Restricted access to productive and financial resources	26%	
	Legal framework on working rights	25%
	Proportion of the population declaring this is not acceptable for a woman in their family to work outside home for a pay	5%
	Share of managers (male)	86%
	Legal framework on access to non-land assets	25%
	Share of house owners (male)	74%
	Legal framework on access to land assets	25%
	Share of agricultural land holders (male)	-
	Legal framework on access to financial services	25%
Share of account holders (male)	54%	


Restricted civil liberties	24%	
	Legal framework on civil rights	0%
	Legal framework on freedom of movement	0%
	Percentage of women in the total number of persons not feeling safe walking alone at night	77%
	Legal framework on political participation	25%
	Share of the population that believes men are better political leaders than women	46%
	Percentage of male MP's	39%
	Legal framework on access to justice	75%
	Share of women declaring lack of confidence in the justice system	49%


Note: Higher values indicate higher inequality. Percentages range from 0 to 100, while legal variables are categorised as 0%, 25%, 50%, 75% or 100%. See data source [here](#).


Source: OECD (2019), Gender, Institutions and Development Database, <https://oe.cd/ds/GIDDB2019>.

Country	Burundi
SIGI 2019 Category	N/A
SIGI Value 2019	N/A

Discrimination in the family		N/A
	Legal framework on child marriage	50%
	Percentage of girls under 18 married	10%
	Legal framework on household responsibilities	75%
	Proportion of the population declaring that children will suffer if mothers are working outside home for a pay	-
	Female to male ratio of time spent on unpaid care work	-
	Legal framework on inheritance	-
	Legal framework on divorce	25%

Restricted physical integrity		32%
	Legal framework on violence against women	50%
	Proportion of the female population justifying domestic violence	73%
	Prevalence of domestic violence against women (lifetime)	47%
	Sex ratio at birth (natural =105)	105
	Legal framework on reproductive rights	75%
	Female population with unmet needs for family planning	30%


Restricted access to productive and financial resources		N/A
	Legal framework on working rights	100%
	Proportion of the population declaring this is not acceptable for a woman in their family to work outside home for a pay	-
	Share of managers (male)	73%
	Legal framework on access to non-land assets	25%
	Share of house owners (male)	83%
	Legal framework on access to land assets	25%
	Share of agricultural land holders (male)	-
	Legal framework on access to financial services	25%
Share of account holders (male)	52%	


Restricted civil liberties		N/A
	Legal framework on civil rights	100%
	Legal framework on freedom of movement	0%
	Percentage of women in the total number of persons not feeling safe walking alone at night	-
	Legal framework on political participation	0%
	Share of the population that believes men are better political leaders than women	-
	Percentage of male MP's	64%
	Legal framework on access to justice	25%
	Share of women declaring lack of confidence in the justice system	-


Note: Higher values indicate higher inequality. Percentages range from 0 to 100, while legal variables are categorised as 0%, 25%, 50%, 75% or 100%. See data source [here](#).


Source: OECD (2019), Gender, Institutions and Development Database, <https://oe.cd/ds/GIDDB2019>.

Country	Democratic Republic of the Congo
SIGI 2019 Category	Medium
SIGI Value 2019	40%

Discrimination in the family		53%
	Legal framework on child marriage	25%
	Percentage of girls under 18 married	24%
	Legal framework on household responsibilities	75%
	Proportion of the population declaring that children will suffer if mothers are working outside home for a pay	-
	Female to male ratio of time spent on unpaid care work	-
	Legal framework on inheritance	25%
	Legal framework on divorce	75%

Restricted physical integrity		35%
	Legal framework on violence against women	75%
	Proportion of the female population justifying domestic violence	75%
	Prevalence of domestic violence against women (lifetime)	51%
	Sex ratio at birth (natural =105)	105
	Legal framework on reproductive rights	75%
	Female population with unmet needs for family planning	28%

Restricted access to productive and financial resources		46%
	Legal framework on working rights	100%
	Proportion of the population declaring this is not acceptable for a woman in their family to work outside home for a pay	16%
	Share of managers (male)	80%
	Legal framework on access to non-land assets	50%
	Share of house owners (male)	82%
	Legal framework on access to land assets	50%
	Share of agricultural land holders (male)	91%
	Legal framework on access to financial services	25%
Share of account holders (male)	52%	

Restricted civil liberties		21%
	Legal framework on civil rights	0%
	Legal framework on freedom of movement	0%
	Percentage of women in the total number of persons not feeling safe walking alone at night	44%
	Legal framework on political participation	25%
	Share of the population that believes men are better political leaders than women	-
	Percentage of male MP's	91%
	Legal framework on access to justice	25%
	Share of women declaring lack of confidence in the justice system	34%

Note: Higher values indicate higher inequality. Percentages range from 0 to 100, while legal variables are categorised as 0%, 25%, 50%, 75% or 100%. See data source [here](#).

Source: OECD (2019), Gender, Institutions and Development Database, <https://oe.cd/ds/GIDDB2019>.

Annexe 3 : Scénarios d'évolution du contexte et conséquences pour le programme

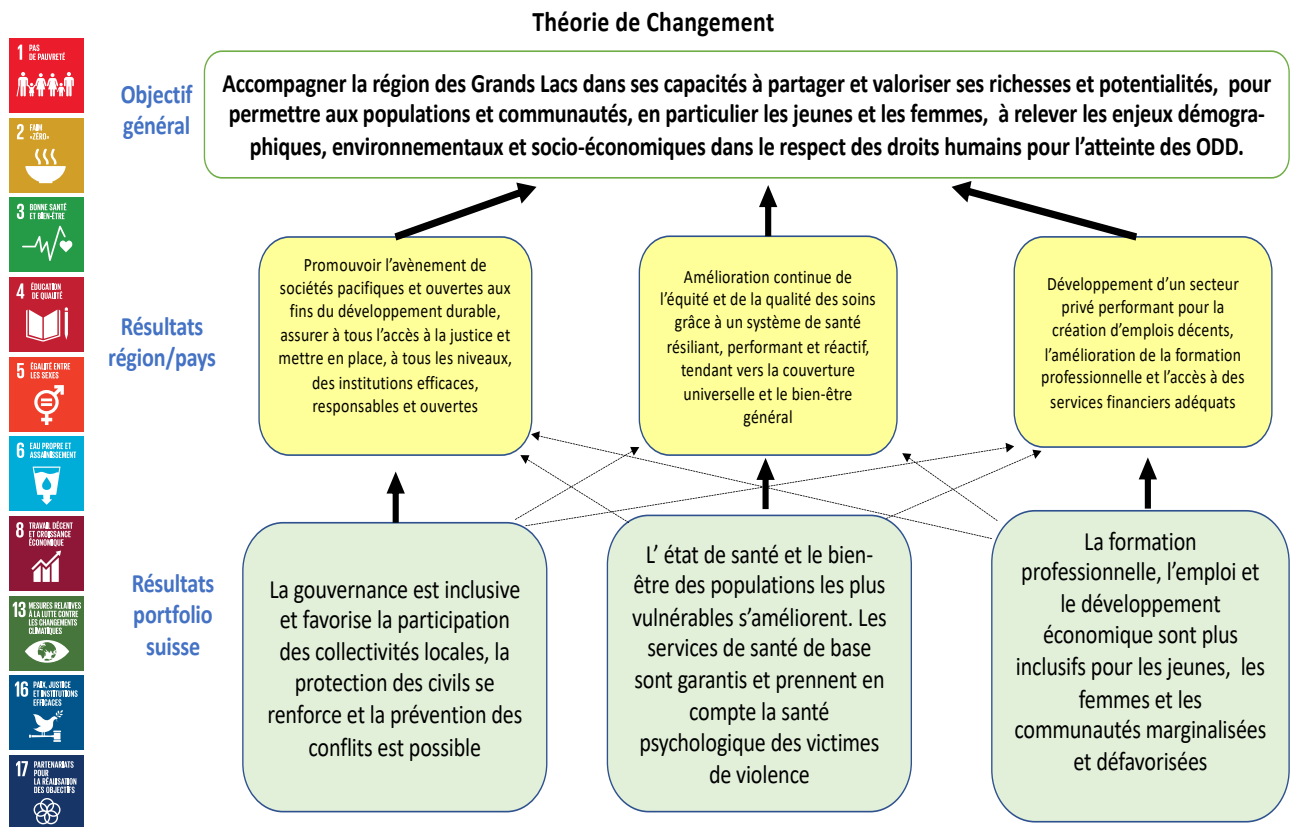
	Amélioration « Gouvernance inclusive et réduction de la pauvreté »	Continuité « Stabilité volatile, croissance macroéconomique et exclusion politique »	Dégradation « Autoritarisme national et régionalisation de la violence »
Situation politique et sécuritaire	<ul style="list-style-type: none"> • L'espace politique s'ouvre progressivement à des acteurs pacifiques sans lien direct avec les groupes armés du passé. Les processus démocratiques se renforcent. Les élections ont lieu conformément à l'agenda et leurs résultats ne sont pas contestés. • L'amélioration de la situation des droits de l'homme et l'espace médiatique plus ouvert entraînent une remise en question pacifique des modèles de gouvernance. L'opinion publique qui a accès à une information de qualité devient un facteur politique. • Le nombre de prisonniers politiques diminue et les défenseurs des droits de l'homme condamnés retrouvent leur liberté grâce à une justice plus indépendante favorisant aussi le dialogue sur les crimes du passé et la réconciliation. • Les majorités issues des élections en RDC et au Burundi se consolident et facilitent la reprise du dialogue entre les 3 pays des Grands Lacs et avec les partenaires au développement. La CAE, la CIRGL et d'autres organisations sous-régionales sont débloquées et prennent de l'ampleur. • Des politiques militaires pour combattre les groupes armés sont complétées, voire succédées, par des stratégies politiques et de développement appuyées par les partenaires internationaux qui favorisent la paix sociale et endiguent la recrudescence des groupes armés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les mesures restrictives adoptées avec l'arrivée de la pandémie COVID-19 sont maintenues et sont utilisées comme justification de restrictions des libertés fondamentales dans tous les domaines. • L'agenda électoral est maintenu (présidentielles en RDC 2023 et au Rwanda en 2024) mais accompagnées par des restrictions des libertés politiques et tensions parfois violentes. Au Burundi les dissensions internes au sein du parti au pouvoir (CNDD-FDD) persistent. Les remaniements constitutionnels restent la norme. • La concentration sur les cycles électoraux et le maintien du pouvoir occupe pleinement les pouvoirs publics au dépend de politiques sociales et économiques inclusives. • Les tensions politiques, tendances autoritaires et la crise sanitaire continueront à paralyser les organisations régionales qui restent un phénomène marginal. • Face au ralentissement économique mondial, les contributions envisagées par les pays donateurs baissent. L'incertitude qui marque désormais les engagements de l'aide publique au développement ne permet plus une planification à moyen, long terme. • Le retrait progressif de la MONUSCO entraîne un jeu de positionnement des armées régionales (Ouganda, Kenya, et autres) avec des conséquences incertaines sur la sécurité et une continuation du pillage des ressources, notamment à l'est de la RDC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan mondial, la situation sanitaire se détériore, une immunité générale s'avère impossible. Dans les trois pays, les pouvoirs publics renforcent les restrictions et ont recours à la force pour les imposer. • La situation politique se déstabilise, le déclin économique s'accélère et les gouvernements réagissent exclusivement avec des représailles de plus en plus violentes. • L'agenda électoral est repoussé sine die, les pays quittent les instances régionales devenues inopérantes et les accords en vigueur ne sont plus respectés. Les pays de la région recourent de plus en plus à la force armée – moyennant l'appui à des groupes armés ou même les armées nationales – pour faire valoir leurs intérêts. • Les luttes de pouvoir entre les différentes factions politiques au Burundi et en RDC conduisent à un regain de la violence à haute intensité. Les attaques des groupes armés sur les frontières dans les espaces transfrontaliers se multiplient. • Les discours de la haine favorisent la mobilisation ethnique et jettent la base pour des futures atrocités de masse. • Le retrait précipité de la MONUSCO s'accélère enduisant un vide sécuritaire progressivement exploités par des armées régionales, des groupes armés, de plus en plus appuyés par des mouvements extrémistes étrangers.

Situation économique	<ul style="list-style-type: none"> Après un bref « shock » à cause de la pandémie COVID-19, la croissance reprend ; une place plus grande pour le secteur privé et les associations professionnelles, soutenus par des bailleurs flexibles et coordonnés, permet de renouveler le tissu économique de la région (<i>build back better</i>) et amène une croissance économique plus rapide, durable et inclusive. La précarité diminue, la création d'emplois s'accélère, le commerce et les échanges reprennent de la vigueur, notamment au profit des acteurs locaux (agriculteurs, artisans commerçants). Avec la réouverture des frontières, le commerce transfrontalier est redynamisé. L'entrée en vigueur de la ZLECA réduit fortement les coûts de transaction, favorisant ainsi le retour des investisseurs. L'embellie sur le marché des matières premières, la stabilité des prix des denrées de première nécessité et l'évolution favorable du processus démocratique contribuent sensiblement à l'amélioration des conditions de vie des populations. Des mesures d'adaptation au changement climatique permettent d'éviter des dégradations des sols et de l'infrastructure et de maintenir la production agricole. La malnutrition diminue. 	<ul style="list-style-type: none"> Le pandémie COVID-19 a renforcé la précarité et fragilisé le marché de l'emploi. La jeunesse est particulièrement touchée. La dégradation des économies régionales se confirme¹. En raison des restrictions sanitaires, les échanges économiques et commerciaux diminuent sensiblement et perturbent les chaînes d'approvisionnement. Les marchés des matières premières se contractent et les revenus issus du tourisme diminuent. La situation économique des pays de la région met en péril le financement des projets de désenclavement en cours (réseau électrique, routes SGR). Le changement climatique a un impact croissant sur la production alimentaire et le maintien des infrastructures qui nécessitent des investissements considérables. Le contexte s'avère profitable pour la production agricole locale et la transformation des produits, en raison d'une concurrence moins marquée par les importations. La malnutrition reste élevée. La demande en matière première se maintient à terme, en raison d'une évolution croissante du marché des technologies au plan mondial. Faute d'échanges et de dynamise économique, les accords de libre-échange ZLECA n'ont que peu d'effets. Les pays signataires tardent à transposer cet accord dans leur législation nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> Profondément déstabilisée par la pandémie COVID-19, l'économie mondiale se contracte fortement. Les pays donateurs réduisent fortement leurs contributions ou se désengagent de la région. Le marché des matières premières ainsi que la production de café et de thé, essentiel à l'économie des pays des Grands Lacs, s'écroule. Les recettes liées au tourisme et aux voyages commerciaux sont désormais inexistantes. La situation économique des trois pays se dégrade et leur stabilité monétaire est précaire. Le manque de devises ne permet plus aux pays de couvrir leurs besoins en produits importés de première nécessité, notamment en carburant et produits pharmaceutiques. La hausse de prix généralisée et le manque d'opportunités d'emploi entraîne une pauvreté généralisée touchant même les milieux urbains plus aisés. Le nombre de jeunes désœuvrés s'accroît. Faute de perspective, ils rejoignent les groupes armés. Conséquence des changements climatiques, la dégradation de l'environnement s'accélère. La sécurité alimentaire se dégrade fortement et la malnutrition augmente en raison des aléas climatiques et des catastrophes naturelles.
-----------------------------	--	--	--

¹ Dans un rapport du 16 avril 2021 (<https://www.banquemondiale.org/fr/country/rwanda/overview>), la Banque Mondiale estime que le taux de croissance du RWA, atteindra 0,2% du PIB en 2021, alors que les spécialistes s'accordaient sur une expansion de 8% avant l'épidémie. Dans ce contexte, 80% des populations rurales devraient passer au-dessous du seuil de pauvreté.

<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Situation sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les habitants des pays de la région sont rapidement vaccinés permettant une intensification des liens sociaux, une réduction des coûts de transaction dans la vie quotidienne et une diminution des violences domestiques. • L'augmentation des revenus au niveau régional, l'accès gratuit à la formation, notamment pour les filles, l'amélioration des services de santé et la migration vers les centres économiques urbains régionaux agissent favorablement sur la pression démographique. • L'embellie économique joue favorablement sur la violence quotidienne et diminue l'attrait d'un recrutement auprès des groupes armés. • Les besoins humanitaires diminuent et un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes peuvent regagner leur lieu d'origine. Les tensions ethniques diminuent. • Avec la diminution des conflits régionaux et l'amélioration de la gouvernance, les libertés sont rétablies voire étendues et l'accès aux services étatiques s'améliore. La criminalité diminue et les exactions cessent progressivement. 	<ul style="list-style-type: none"> • A l'évidence, la pandémie COVID-19 touche les plus démunis et les plus vulnérables. On constate la disparition d'un grand nombre d'emplois et des opportunités économiques ainsi qu'une recrudescence des violences faites aux femmes et une explosion du nombre des grossesses chez les filles mineures. • Les populations mettent en œuvre des mécanismes d'ajustement négatifs (prostitution, travail des enfants, trafic humain) et il y a une détérioration manifeste du tissu social au niveau local. • Notamment en RDC un regain des violences armées et des déplacements significatifs de populations entraînant une augmentation des besoins humanitaires. • En conséquence il y a une augmentation du clivage entre populations urbaines et rurales, et un grand nombre de ruraux vivent désormais en dessous du seuil de la pauvreté. La crise a aussi engendré une chute de la scolarisation, une perte d'années effectives de formation et un accès précaire au marché d'emploi pour les jeunes diplômés. • La violence criminelle et les exactions commises par les groupes armés continuent à fragiliser le tissu social. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'insécurité sanitaire augmente et une troisième vague de COVID-19 fait augmenter la mortalité qui éclipsé celle due à la violence. • Les frontières restent fermées prévenant ainsi un redémarrage économique. La région est isolée. Les violences augmentent et s'étendent désormais aux centres urbains. • L'isolement prolongé, le manque de perspectives économiques, les nationalismes économiques et politiques mènent à une désolidarisation des différentes parties de la société. • La récurrence des violences faites aux femmes et les grossesses non consenties se multiplient, le tissu social se désagrège. Les femmes et les jeunes filles sont les principales victimes de cette violence. • Le nombre de déplacés ne cesse de croître. Les besoins humanitaires et l'insécurité alimentaire augmentent particulièrement en RDC et au Burundi.
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Conséquences pour le programme de coopération</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions souhaitables pour l'atteinte des objectifs du programme régional et des résultats durables • Renforcement des lignes directrices du programme régional et saisie d'opportunités additionnelles • Renforcement du volet régional et développement des coopérations additionnelles avec d'autres acteurs suisses, notamment SECO, SEM, universités, écoles de hautes études • Renforcement des équipes thématiques et administratives, renforcement des compétences au niveau programmes globaux, recherche et digitalisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions cadres difficiles pour atteindre des résultats durables • Suivi constant de la mise en œuvre du programme régional et adaptations et réorientation en cas de besoin • Continuité selon programme régional, précautions d'habitude et saisie des opportunités dans les pays respectifs • Capacités d'adaptation requises, renforcement de la cohésion de l'équipe et priorisation selon le programme et les besoins des pays de la région 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions très négatives pour atteindre des résultats durables • Réorientation et reprogrammation nécessaire, analyse constante du contexte et de la marge de manœuvre restante • Maintien de la mise en œuvre régionale difficile, contextes nationaux prévalent, arrêt du volet coopération au développement en faveur du nexus/AH • Renforcement de l'équipe dans la gestion des crises, développement des plans de contingence et sauvegarde des fonds, adaptation des modalités de coopération, mesures personnel expatrié

Annexe 4 : Théorie du Changement programme de coopération Grands Lacs 2022–2025



Annexe 5 : Planification financière

Programme Régional Grands Lacs 2022–2025

Portfolio Plan	2022	2023	2024	2025	Total	% CS	% Grand Total
Coopération Sud							
Gouvernance et Media	5'500'000	6'500'000	6'700'000	7'000'000	25'700'000	22%	
Emploi et Développement Economique	9'500'000	9'560'000	11'500'000	11'260'000	41'820'000	36%	
Santé et Nutrition	9'760'000	10'700'000	11'560'000	11'500'000	43'520'000	38%	
Autres	1'240'000	1'240'000	1'240'000	1'240'000	4'960'000	4%	
Total	26'000'000	28'000'000	31'000'000	31'000'000	116'000'000	100%	65%
Budget Allocation AH	14'000'000	14'000'000	14'000'000	14'000'000	56'000'000		31%
Budget Allocation DPDH	1'500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	6'000'000		3%
Grand Total CS, AH, DPDH	15'500'000	15'500'000	15'500'000	15'500'000	178'000'000		100%

Rétrospective financière du Programme Régional Grands Lacs 2017–2020

Portfolio Réalisé	2017	2018	2019	2020	2021	Total	% CS	% Grand Total
Coopération Sud (CS)								
Gouvernance et Media	4'073'734	5'765'469	3'922'353	5'755'000	5'592'757	25'109'312	19%	
Emploi et Développement Economique	9'461'211	7'926'205	6'437'652	7'325'411	10'493'770	41'644'248	32%	
Santé et Nutrition	12'250'744	8'535'584	11'192'636	14'981'791	9'579'754	56'540'509	44%	
Autres	618'130	866'554	1'901'944	1'353'222	1'216'956	5'956'807	5%	
Total CS	26'403'818	23'093'812	23'454'584	29'415'425	26'883'237	129'250'876	100%	61%
Aid Humanitaire	11'000'000	15'080'000	13'997'000	14'200'000	14'000'000	68'277'000		32%
Division Sécurité Humaine	2'900'000	2'900'000	3'000'000	3'000'000	1'500'000	13'300'000		6%
Grand Total	40'303'818	41'073'812	40'451'584	46'615'425	42'383'237	210'827'876		100%

Annexe 6 : Cadre de résultats du Programme suisse de coopération 2022–2025 dans les GL

Le cadre de résultats fera l'objet d'une révision début 2022 afin de peaufiner le choix d'indicateurs vérifiables et de compléter les bases de référence et valeurs cibles manquantes.

<p>Effet 1 du portefeuille suisse : Gouvernance, Protection des Civils et Prévention des Conflits</p> <p>La Suisse contribue à la prévention des conflits récurrents dans la région des Grands Lacs et au renforcement de la résilience des communautés affectées en promouvant la bonne gouvernance, une protection accrue des civils ainsi qu'un meilleur respect des droits humains. Contribuant aux sous-objectifs de la Stratégie de Coopération Internationale de la Suisse (SCI):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous-objectif 5 : Fournir une aide d'urgence et assurer la protection des civils • Sous-objectif 8 : Prévenir les conflits, promouvoir la paix et le respect du droit international (droits humains et droit humanitaire international) • Sous-objectif 9 : Renforcer et promouvoir les droits humains et l'égalité de genre • Sous-objectif 10 : Promouvoir la bonne gouvernance, l'Etat de droit et renforcer la société civile 														
<p>Théorie de changement</p> <p>SI l'engagement de la Suisse en matière de prévention des conflits contribue à la création d'espaces de dialogue au sein des communautés et dans les zones transfrontalières, s'il favorise la promotion de la culture, l'indépendance des médias et leur objectivité; si la Suisse maintient son appui aux Etats de la région des GL, à la société civile et son engagement constructif avec les institutions étatiques, aux acteurs religieux et aux autorités locales, pour la promotion de l'Etat de droit et le respect des droits fondamentaux, si elle poursuit son soutien au système des Nations Unies afin de renforcer les institutions étatiques dans le pilotage inclusif du développement, le dialogue politique et la mission de maintien de la paix et si l'aide humanitaire participe à l'atténuation des effets de la violence et à la protection des plus vulnérables.</p> <p>ALORS les populations de la région des Grands Lacs disposeront progressivement d'un environnement propice à la promotion d'une gouvernance participative et inclusive, au respect des droits fondamentaux, à la construction de la paix et à la cohésion sociale. Alors les communautés bénéficieront de cadres d'échanges appropriés, respectueux des différences et des minorités, dans un cadre de dialogue critique, constructif et apaisé, auquel s'associeront des médias désormais plus libres et professionnels.</p> <p>PARCE QUE, il est primordial que dans cet espace transfrontalier et interdépendant, malmenées pendant près de trois décennies de conflits, de violence et d'insécurité, les communautés soient soutenues par des initiatives favorisant la paix et la démocratie, la construction de l'Etat de droit et la participation citoyenne aux choix et aux décisions.</p>														
<p>(1) Sous-Effets du portefeuille suisse</p> <p>Sous-effet 1.1 : Les institutions étatiques et non-étatiques, à différents niveaux, renforcent les mécanismes formels et informels de prévention et de réduction des conflits ainsi que le dialogue inclusif.</p> <p>Indicateurs FCHR_TRI_1: Nombre d'initiatives de la société civile qui contribuent à la prévention ou à la réduction des conflits.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>50 par an</td> <td>100¹ par an</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>30</td> <td>100²</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>-</td> <td>53 par an (+/-160³ sur 3 ans)</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	50 par an	100 ¹ par an	RDC	30	100 ²	Rwanda	-	53 par an (+/-160 ³ sur 3 ans)	<p>(2) Contribution du programme suisse</p> <p>Dans les trois pays-Burundi, Rwanda et la RDC (dans la province du Sud Kivu)-, le programme soutient et renforce les mécanismes formels et informels de prévention/résolution des conflits, le maintien des espaces de redevabilité de l'Etat envers les citoyens et les initiatives de la société civile au niveau local.</p> <p>A l'échelon de la région des Grands Lacs, le programme soutiendra les initiatives des acteurs religieux. Un programme genre principal au niveau régional contribuera entre autres à renforcer la participation politique des femmes dans les trois pays.</p> <p>Le programme médias mis en œuvre dans les trois pays vise à renforcer les capacités institutionnelles des médias locaux et la professionnalisation des journalistes pour préserver les espaces de dialogue constructifs visant à prévenir les conflits.</p>	<p>(3) Outcomes du développement pays</p> <p>Résultat 1.1 Burundi Plan National de Développement (PND) 2018–2027, Orientation strat.4: Renforcer la sauvegarde de la souveraineté nationale, la sécurité et la gouvernance.</p> <p>Axe 3 de l'OS 1 : Développer les secteurs porteurs de croissance (Promouvoir et protéger le patrimoine culturel et naturel). ODD 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.</p>
Pays	Base de référence	Valeurs cibles												
Burundi	50 par an	100 ¹ par an												
RDC	30	100 ²												
Rwanda	-	53 par an (+/-160 ³ sur 3 ans)												

1 Ici nous visions également les séances de renforcement de capacités des nouveaux médiateurs collinaires et leur accompagnement dans le cadre du programme PCPC ; les rencontres des jeunes, des leaders moraux, des corps de défense et de sécurité et des leaders des partis politiques organisées par les partenaires de la DPDH

2 100% des entités territoriales décentralisées couvertes par le programme disposent des mécanismes formels et informels opérationnels sur la pratique de gestion des conflits

3 Inclus au moins 30 initiatives par la CEJP et 130 par RCN J&D organisées au niveau national, dont les campagnes de réconciliation et cohabitation pacifique, les mécanismes de concertation entre les structures publiques et la société civile et le renforcement des acteurs de gestion des conflits.

<p>GEN_TRI_3: Proportion de femmes ayant une perception positive de leur influence dans l'exercice de leurs fonctions politiques</p>	<p>Le programme sur le dialogue transfrontalier permet les dialogues et échanges entre les communautés et acteurs transfrontaliers en contribuant à la prévention des conflits et à la médiation de conflits existants, en se focalisant particulièrement sur les jeunes.</p>	<p>RDC Plan National stratégique de Développement 2019–2023 Pilier stratégique 2 : Renforcement de la bonne gouvernance, restauration de l'Etat et consolidation de la paix. Priorité1 : Pacifier le pays et promouvoir la réconciliation nationale et la coexistence pacifique.</p>												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>-</td> <td>50%</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>-</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>Rwanda ⁴</td> <td>400 (2020)</td> <td>885</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	-	50%	RDC	-	30%	Rwanda ⁴	400 (2020)	885	<p>Opportunités Burundi</p> <ul style="list-style-type: none"> Médias indépendants et acteurs de la société civile engagés malgré l'environnement politique hostile Reconnaissance du positionnement de la Suisse 	<p>Rwanda: Stratégie Nationale de Transformation (NST) 1 2017–2024 Priorité 4: Renforcement de la justice, Etat de droit et ordre Intervention stratégique 95: renforcer les mécanismes alternatifs de résolution des conflits pour promouvoir la culture de résolution des problèmes et règlement amiable des différends dans les familles.</p>
Pays	Base de référence	Valeurs cibles												
Burundi	-	50%												
RDC	-	30%												
Rwanda ⁴	400 (2020)	885												
<p>FCHR_TRI_2: Nombre de processus ou de politiques qui augmentent les capacités des sociétés à résister à toutes les formes de violence, ou qui renforcent les mécanismes d'adaptation, les relations entre l'Etat et la société et la cohésion sociale.</p>	<p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> Cadre juridique de l'administration territoriale organisant la prévention et la gestion des conflits Existence des commissions locales de certification foncière (CLCF) dans la gestion des conflits fonciers Nouveau programme DDRCS comme une réponse non-violente aux conflits 	<p>Indicateurs Burundi Proportion de la population victime de violences d'ordre criminel au cours des 12 mois précédents. <i>Source : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013–2014.</i></p>												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>5 par an</td> <td>10 par an</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>0</td> <td>7 par an</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>6 en 2019</td> <td>10 par an</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	5 par an	10 par an	RDC	0	7 par an	Rwanda	6 en 2019	10 par an	<p>Rwanda</p> <ul style="list-style-type: none"> Existence de mécanismes formels fonctionnels de gestion des conflits (Abunzi, MAJ, JLROS) et de l'agenda de la réconciliation. 	<p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de victimes de violences au cours des 12 derniers mois ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus (taux de dénonciation). Pourcentage des communautés cibles disposant des mécanismes fonctionnels de prévention, de résolution et de gestion efficace des conflits.
Pays	Base de référence	Valeurs cibles												
Burundi	5 par an	10 par an												
RDC	0	7 par an												
Rwanda	6 en 2019	10 par an												
<p>FCHR_ARI_2: Nombre de personnes, femmes et hommes, ayant eu accès à des procédures judiciaires formelles ou à des processus de justice alternative.</p>	<p>Risques Burundi</p> <ul style="list-style-type: none"> L'instabilité politique et des autorités et les conflits d'intérêts freinent le processus de réformes La position différenciée de la Suisse pourrait entacher sa posture de neutralité auprès des autres partenaires au développement 	<p>Base de référence : n/a Valeur cible (2025) : 60% <i>Source : Les conclusions du Bilan Commun de Pays 2019.</i></p>												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>500⁵ par an</td> <td>800 par an</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>700 ⁶</td> <td>2'314 par an</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>11'176 en 2020 ; 8'000 en 2019</td> <td>15'000⁷ par an dont au moins 50% femmes.</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	500 ⁵ par an	800 par an	RDC	700 ⁶	2'314 par an	Rwanda	11'176 en 2020 ; 8'000 en 2019	15'000 ⁷ par an dont au moins 50% femmes.	<p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> Lenteur dans l'adoption du document de politique foncière nationale et de la nouvelle loi foncière à l'Assemblée Nationale L'instrumentalisation politique des institutions étatiques et manque de crédibilité et transparence des institutions 	<p>Rwanda Augmentation des cas résolus au niveau Abunzi de 86% à 94% d'ici 2025 Base de référence (2015/2016) : 86% Valeur cible (2025): 94% <i>Source : Judiciary annual report</i></p>
Pays	Base de référence	Valeurs cibles												
Burundi	500 ⁵ par an	800 par an												
RDC	700 ⁶	2'314 par an												
Rwanda	11'176 en 2020 ; 8'000 en 2019	15'000 ⁷ par an dont au moins 50% femmes.												
	<p>Régional</p> <ul style="list-style-type: none"> Risque que les tensions régionales continuent à limiter le flux de biens et des personnes, affectant le commerce transfrontalier et la cohésion sociale. 													

4 Nombre de femmes leaders communautaires renforcées dans les compétences en leadership et connaissances des politiques, lois, droits et programmes publics dans les districts cibles (réalisé par NPA/PPIMA)

5 Zone d'intervention (5 communes)

6 8 entités territoriales décentralisées couvertes par le programme

7 Nombre de cas d'assistance légale reçus et résolus par les mécanismes alternatifs appuyés par le projet (AJICs, ALACs, CDJP) dans les districts cibles.

<p>Sous-effet 1.2 : Renforcement de l'Etat de droit et protection des civils : La population de la région des GL a un meilleur accès à l'information et à la justice équitable. Elle est protégée contre les abus et jouit de ses droits fondamentaux en situation de crise.</p> <p>Indicateurs : FCHR_ARI_1 Espace pour la société civile : Nombre d'organisations de la société civile qui contribuent au dialogue entre les parties prenantes ou au respect des droits de l'homme <i>Source</i> : Rapport DPDP, rapport PCPC, Programme Société Civile Rwanda</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>3</td> <td>5 par an</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>n.a.</td> <td>n.a.</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>6 en 2019</td> <td>11 par an</td> </tr> </tbody> </table> <p>HA_ARI_2: Nombre de personnes touchées par les programmes soutenus par la Suisse qui contribuent à la réduction de la violence (y compris les déplacements forcés) et favorisent la protection des personnes vulnérables</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence (2020)</th> <th>Valeurs cibles (2021)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>na</td> <td>na</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>823'000 H : 45% F : 55%</td> <td>900'000 (H/F)</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>na</td> <td>na</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	3	5 par an	RDC	n.a.	n.a.	Rwanda	6 en 2019	11 par an	Pays	Base de référence (2020)	Valeurs cibles (2021)	Burundi	na	na	RDC	823'000 H : 45% F : 55%	900'000 (H/F)	Rwanda	na	na	<p>La Suisse se focalise sur l'aspect préventif en ce qui concerne les potentielles violations liées à la torture et aux normes sociales discriminatoires.</p> <p>Opportunités Burundi</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'espace démocratique, la liberté d'expression et d'association, de développement s'améliore. • Les partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre des réformes fournissent un appui coordonné <p>Rwanda</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Gouvernement reste engagé dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU qu'elle a acceptées <p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nouveau gouvernement en place est désireux de répondre à la problématique sécuritaire à l'Est du pays <p>Risques RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> • La situation sécuritaire ne s'améliore pas (tensions interethniques, dynamismes des groupes armés, etc.) <p>Burundi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le maintien d'une culture d'impunité pour les violations des droits humains <p>Rwanda</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les tensions régionales accroissent les divisions sociétales 	<p>Résultat 1.5 Burundi Plan National de Développement (PND) 2018–2027 ; Axe 13 : Gouvernance OS 2 : Consolider l'Etat de droit et les droits humains</p> <p>Indicateur</p> <ul style="list-style-type: none"> › Nombre de prisonniers libérés par mois <i>Source</i> : Statistiques, Ministère de la Justice › Nombre de cas de violations des droits de l'homme traités et clôturés par la CNIDH <i>Source</i> : Partenaires de la DPDP <p>RDC Plan National Stratégique de Développement 2019–2023 Pilier stratégique 2 : Renforcement de la bonne gouvernance, restauration de l'Etat et consolidation de la paix. Priorité 2 : Restaurer l'Etat de droit, l'autorité de l'Etat et consolider la démocratie</p> <p>Indicateur</p> <ul style="list-style-type: none"> › Documentation des cas de violation des droits par les institutions nationales indépendantes des droits de l'homme. Base de référence (2020) : 48% Valeur cible (2025) : 65% <i>Source</i> : Partenaires
Pays	Base de référence	Valeurs cibles																								
Burundi	3	5 par an																								
RDC	n.a.	n.a.																								
Rwanda	6 en 2019	11 par an																								
Pays	Base de référence (2020)	Valeurs cibles (2021)																								
Burundi	na	na																								
RDC	823'000 H : 45% F : 55%	900'000 (H/F)																								
Rwanda	na	na																								

<p>Indicateur thématique : Nombre de structures communautaires et étatiques ayant bénéficié d'un appui des acteurs de protection</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>n.a.</td> <td>n.a.</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>487</td> <td>550</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>n.a.</td> <td>n.a.</td> </tr> </tbody> </table> <p>Indicateur thématique : % de personnes vulnérables qui rapportent la perception d'une amélioration de leur sécurité et dignité au terme de l'intervention</p> <p>Indicateur thématique : Nombre d'enfants bénéficiant d'accès à des activités de protection d'enfance/éducation en situation d'urgence (f/g)</p> <p>Sources: Rapports de projets</p>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	n.a.	n.a.	RDC	487	550	Rwanda	n.a.	n.a.		<p>Rwanda Stratégie Nationale de Transformation (NST) 1: 2017–2024 Priorité 4: Renforcement de la justice, de l'Etat de droit et de l'ordre Intervention stratégique 93: L'aide juridique sera standardisée pour garantir une justice de qualité universelle et abordable. A cette fin, les services communautaires des Maisons d'Accès à la Justice (MAJ) seront étendus du niveau des districts au niveau du secteur.</p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> › Augmentation de la satisfaction des citoyens de la performance des Abunzi Base de référence (2020) : 74,98% Valeur cible (2025): 85% <i>Source : Citizen Report Card CRC</i> › Satisfaction des citoyens de la performance des MAJ Base de référence (2020) : 82,57% <i>Source: Citizen Report Card CRC</i> <p>RDC Plan de réponse humanitaire RDC 2021</p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes affectées par des incidents de protection ayant accès aux services de prise en charge. Base de référence : na Valeur Cible 2021 : 2,8 millions › Nombre de personnes ayant bénéficié d'une séance de sensibilisation sur les droits humains Base de référence : na Valeur Cible 2021 : 460'000
Pays	Base de référence	Valeurs cibles												
Burundi	n.a.	n.a.												
RDC	487	550												
Rwanda	n.a.	n.a.												
<p>Sous-effet 1.3 : Renforcement des espaces de dialogue et de redevabilité sociale: Les citoyens, la société civile et les médias renforcés contribuent à une redevabilité accrue et à l'amélioration des services publics.</p> <p>Indicateurs GOV_ARI_1 Participation des citoyens : Nombre de personnes participant à la prestation des services publics, à la prise de décision et aux budgets dans leurs localités, et influencent ces derniers</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>50'000</td> <td>150'000</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>-</td> <td>.8</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>161'060</td> <td>500'000</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	50'000	150'000	RDC	-	.8	Rwanda	161'060	500'000	<p>Préserver ou créer des espaces de dialogue entre dirigeants et dirigés pour renforcer la redevabilité publique (initiatives d'inclusion socioéconomique et de participation citoyenne des femmes)</p> <p>Contribuer au renforcement de la participation citoyenne dans les processus de prise de décision, y inclus des femmes, jeunes et groupes vulnérables (personnes déplacées internes, retournées, rapatriées, etc.).</p> <p>Opportunités Rwanda</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agenda unitariste et de réconciliation promeut un environnement favorable au travail de gestion/ prévention des conflits • Cadre légal et stratégique ambitieux • Volonté des acteurs étatiques et non-étatiques • Existence de mécanismes formels fonctionnels de gestion des conflits (Abunzi, MAJ, JLROS) • Existence d'acteurs locaux engagés dans la résolution et gestion de conflits à différents niveaux 	<p>Résultat 1.10 Burundi Plan National de Développement (PND), 2018–2027 OS 4 : Améliorer la gouvernance locale pour un développement inclusif et durable</p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> › % des collectivités locales disposant d'un plan de planification locale <i>Source : Rapport du Ministère de l'intérieur</i> › Nombre de lois de règlement adoptés <i>Source : Rapport du Ministère de l'Intérieur</i> › Augmentation de séances de questions orales <i>Source : Rapport du Parlement</i>
Pays	Base de référence	Valeurs cibles												
Burundi	50'000	150'000												
RDC	-	.8												
Rwanda	161'060	500'000												

<p>Proportion des priorités émises par les citoyens, femmes et hommes, qui sont intégrées dans les plans et budget de développement locaux.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>3</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>-</td> <td>-⁹</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>18%</td> <td>25%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Source : Rapport PCPC GOV_TRI_4 : Contrôle et responsabilité publics : Proportion de mesures correctives prises par rapport au nombre de rapports déposés par les organismes publics de contrôle bénéficiant d'un soutien et portant sur la performance ou le contrôle des autorités gouvernementales</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeurs cibles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>3</td> <td>5 par an</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>n.a</td> <td>n.a</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>n.a</td> <td>n.a</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	3	6	RDC	-	- ⁹	Rwanda	18%	25%	Pays	Base de référence	Valeurs cibles	Burundi	3	5 par an	RDC	n.a	n.a	Rwanda	n.a	n.a	<p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenue des assemblées générales de redevabilité constitue un cadre et une opportunité d'expression libre • Efficacité des comités locaux de gouvernance participative (CLGP) dans les ETD <p>Risques Burundi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de ressources humaines et financières • Conseils communaux favorables au changement sont limogés suite à des tensions politiques • Les élus locaux ignorent l'importance de la gouvernance participative et de l'inclusion des citoyens <p>Rwanda</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risque que les effets négatifs de la crise sanitaire COVID-19 sur l'économie et la vie des citoyens impactent négativement sur la priorisation des thématiques soft comme la médiation/gestion des conflits • Risque que les tensions régionales accroissent les divisions sociétales <p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des espaces d'expression populaire • Répression, intolérance politique et atteintes graves aux libertés publiques • Persistance de la faiblesse de l'Etat au niveau local et national et la fragilité de la coalition gouvernementale • Insécurité entretenue par les groupes armés identitaires 	<p>ODD5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> › Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe. Source : Ministère du Genre › Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales. Source : Ministère du Genre › Proportion de femmes occupant des postes de direction. Source : Partenaires <p>RDC Plan National stratégique de Développement 2019–2023 Pilier stratégique 2 : Renforcement de la bonne gouvernance, restauration de l'Etat et consolidation de la paix Priorité 3 : Renforcer les capacités en bonne gouvernance</p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> › Existence des cadres de concertation entre parties prenantes opérationnelles dans une perspective de dialogue social et politique. Source : Partenaires
Pays	Base de référence	Valeurs cibles																								
Burundi	3	6																								
RDC	-	- ⁹																								
Rwanda	18%	25%																								
Pays	Base de référence	Valeurs cibles																								
Burundi	3	5 par an																								
RDC	n.a	n.a																								
Rwanda	n.a	n.a																								

9 Seront précisés au 15 juillet

		<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de réseaux locaux renforcés pour la veille et l'effectivité d'un système sur la redevabilité des élus et des institutions. <i>Source : Partenaires</i> › Nombre de mécanismes participatifs dans la prise de décision ouverts aux femmes et jeunes dans le processus de gestion des affaires publiques. <i>Source : Partenaires</i> <p>Rwanda Stratégie Nationale de Transformation (NST) 2017–2024 Priorité 5: Renforcement des capacités, services publics et redevabilité des institutions publiques. Intervention stratégique 102 : Renforcement du fonctionnement des clusters, les groupes de travail sectoriels et les JADF pour renforcer la coordination dans la planification et mise en œuvre. Priorité 6: Renforcement de la participation et implication des citoyens dans le développement Intervention stratégique 106 : <ul style="list-style-type: none"> › Renforcer les mécanismes décentralisés pour que les citoyens particulièrement les femmes et les jeunes participant dans la planification et priorisation des Districts. › Développer et utiliser les plateformes en ligne et les réseaux sociaux pour augmenter l'interaction des citoyens sur l'agenda de développement national. </p> <p>Indicateur <ul style="list-style-type: none"> › Pourcentage de la satisfaction des citoyens de leur participation dans la prise de décision Base de référence (2020) : 81,9% Valeur cible (2025) : 90% <i>Source : Citizen Report Card CRC</i> </p>
<p>(4) Lignes d'intervention (Programme suisse)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Médiation et facilitation de dialogue entre acteurs gouvernementaux et représentants la société civile, ainsi qu'entre citoyens des 3 pays • Soutien au développement organisationnel en faveur des services publics de qualité, en particulier au niveau local • Renforcement des acteurs de la société civile pour accroître leurs capacités à monitorer les violations (DH, DIH), sensibiliser les communautés, représenter les points de vue des citoyens et participer à la définition des politiques • Soutien au secteur des médias pour améliorer la qualité ainsi que le cadre de régulation du secteur et sa mise en œuvre (autorégulation des médias) • Facilitation des interfaces entre Gouvernement et société civile • Soutien aux initiatives et mécanismes de dialogue transfrontalier • Prévention, prise en charge individuelle et soutien aux structures communautaires de protection • Soutien aux enfants en situations de crise en RDC +/- Burundi (enfants déplacés, enfants des communautés hôtes) avec des mesures spécifiques à ce groupe d'âge à travers des approches programmatiques intégrées pour mitiger le risque de recrutement, SGBV et adresser leurs droits fondamentaux 		

(5) Ressources, partenariats (Programme suisse)

Ressources Financières¹⁰ :

Programmes/projets	Budget (CHF)	Durée
Programme régional PCPC	CHF 9'500'000	2020 – 2024
Programme régional Médias	CHF 5'500'000	2020 – 2022
Société Civile (Rwanda)	CHF 1'600'000	2020 – 2022
Dialogue Transfrontalier	CHF 5'000'000	2021 – 2026
Programme protection des civils (AH/RDC)	CHF 8'500'000	2021 – 2021
Budget total de l'objectif	CHF 30'100'000	

Partenariats :

Partenaires multilatéraux : Banque Mondiale, ONU, PNUD

Partenaires bilatéraux : Gouvernements des 3 pays GL, Belgique, NL, Allemagne, Norvège, Suède (Co-financement avec la Suède, US, NL et UK)

Partenaires locaux : Association des districts, les communes, les territoires, ONG locales, confessions religieuses

Autres partenaires internationaux : ONG internationales ou suisses (TPO, Oxfam, DRC, DCA, NCA, RCN, FOJO, FOJO, Search for Common Ground, La Benevolencija, Internews, Fondation Hirondelle) et le CICR

Coordination :

La Suisse participe activement à la coordination dans le domaine, entre autres via des groupes sectoriels (Kivu, Burundi).

Au Burundi, la Suisse assure la coordination pour le secteur foncier et de manière rotative.

Au Rwanda, la Suisse participe au Groupe de Travail Thématique Décentralisation et Gouvernance et le groupe technique Voix et Redevabilité.

Elle a pris le lead avec la Suède dans la coordination de l'appui au secteur des médias, codirige le groupe des bailleurs sur les droits humains et la gouvernance.

Modalités de coopération : Contributions bilatérales et multilatérales et contributions aux programmes d'organisations de la société civile.

Approche : WOGA, synergie, CSPM, complémentarité entre programmes, y compris avec les autres domaines.

(6) Résultats de gestion/performance, y compris les indicateurs (programme suisse)

Formulation d'effet 1

Les analyses de fragilité, de conflits ainsi que des planifications communes aux différents instruments de la politique étrangère suisse mènent à une vision partagée méritant le nom de WODA, renforçant ainsi les liens et les synergies utiles au dialogue politique mené à tous les niveaux.

Nouveaux programmes, nouvelles phases, évaluations, MTR systématiquement organisées avec la participation de tous les acteurs pertinents (PV de réunions ; contributions aux CdC ; commentaires aux Propositions de Crédit, formulation en commun de messages politiques, etc.)

Formulation d'effet 2

La **GPSC** est encore mieux intégrée dans le management du programme et des projets. Ceci aussi grâce aux points focaux dans chaque BuCo et au niveau régional assurant l'application conséquente des principes de la GPSC et permettant ainsi l'alerte précoce en cas de bouleversements, la minimisation d'effets secondaires négatifs et l'adaptation rapide des programmes en fonction de nouvelles données.

Réseau spécialiste créé, participation systématique dans comité des opérations local et autres moments forts, PCM assurée.

Management et réseau spécialiste promeuvent la formation des collaborateurs et donc l'intégration transversale de la GPSC dans le programme GL

Effet 2 du portefeuille suisse : Amélioration de l'état de santé et du bien-être des populations les plus vulnérables

Contribuant aux sous-objectifs de la Stratégie de Coopération Internationale de la Suisse (SCI):

- Sous-objectif 5 : Fournir une aide d'urgence et assurer la protection des civils (DH, DIH)
- Sous-objectif 7 : Renforcer l'accès équitable à des services de base de qualité
- Sous-objectif 9 : Renforcer et promouvoir les droits humains et l'égalité de genre

Théorie de changement

SI l'engagement de la Suisse en matière de santé et de nutrition dans la région des Grands Lacs favorise l'accès des populations, particulièrement des femmes et des enfants, aux services de santé de base et aux soins, si l'approche psychosociale développée en matière de lutte contre les violences sexuelles fondées sur le genre renforce son ancrage au sein des zones de conflit et auprès des communautés et si l'aide humanitaire est en mesure d'assurer l'accès à des soins de santé d'urgence gratuits et de qualité, via ses partenaires internationaux, en cas de conflits, épidémies et catastrophes naturelles,

Alors, les communautés de la région des Grands Lacs disposeront progressivement d'un système de santé correspondant aux besoins des populations, y compris les plus vulnérables, les victimes de violences et de traumatismes psychologiques bénéficieront de services spécifiques dédiés, elles disposeront au sein de leurs communautés d'un cadre d'échanges permettant d'aborder plus ouvertement les questions liées aux conflits, à la violence et à l'impunité. Les conséquences sanitaires des épidémies, des conflits communautaires et des catastrophes naturelles seront traitées de manière plus systématique et efficace par l'aide d'urgence.

Parce que dans cet espace régional en proie aux conflits, à la précarité et aux inégalités, il est nécessaire et urgent que les femmes et les enfants et autres personnes vulnérables (déplacés, réfugiés, retournés, rapatriés, etc.), principales victimes des conflits et des crises, soient désormais prioritaires dans l'accès aux structures et aux soins de santé, que les communautés renouent avec la concorde, la sécurité et la paix, dans le cadre d'un dialogue traitant ouvertement de la prévention des conflits, de la réduction de la violence et de la lutte contre l'impunité, mais également parce que l'aide d'urgence est une composante indispensable et qui le restera dans les 5 années à venir, pour soutenir les Etats et les communautés, afin qu'ils puissent faire face à l'ampleur des crises humanitaires qui marquent cet espace.

¹⁰ Vu la sensibilité et l'imprévisibilité des thématiques couvertes par la DPDH, la planification financière est faite à court terme, elle ne permet pas de faire des prévisions financières sur toute la période du programme

(1) Outcomes du portefeuille suisse	(2) Contribution du programme suisse	(3) Outcomes du développement pays																																													
<p>Sous-effet 2.1 Les centres de santé, dispensaires et hôpitaux de référence tant publics que privés, ainsi que les collectivités locales et les organisations de la société civile, fournissent des services accessibles, durables et de meilleure qualité aux populations.</p> <p>Indicateur HLT-ARI 1 Accouchement en toute sécurité : Nombre d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié <i>Source : SNIS, Rapports pays</i> HLT-TRI 4 Accès aux méthodes modernes de planification familiale : Proportion de femmes en âge de procréer dont les besoins en matière de planification familiale sont satisfaits par les méthodes modernes au Rwanda. WAT ARI 2 Nombre de personnes ayant un accès amélioré aux services de santé et d'hygiène. <i>Source : Partenaire</i> Taux d'utilisation des services de santé en RDC <i>Source : Partenaires de mise en œuvre / SNIS RDC</i> Taux d'utilisation des services de santé mentale au Burundi <i>Source : Partenaires de mise en œuvre / SNIS Burundi</i></p> <table border="1" data-bbox="159 958 569 1545"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Indicateurs</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeur cible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>HLT-ARI 1 Taux d'utilisation des services de santé mentale</td> <td>* A définir dans les 6 prochains mois</td> <td></td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>HLT-ARI 1 Taux d'utilisation des services curatifs</td> <td>85%</td> <td>90%</td> </tr> <tr> <td></td> <td>WAT ARI 2</td> <td>50%</td> <td>70%</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>HLT-ARI 1 HLT-TRI 4</td> <td>81</td> <td>85</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	Indicateurs	Base de référence	Valeur cible	Burundi	HLT-ARI 1 Taux d'utilisation des services de santé mentale	* A définir dans les 6 prochains mois		RDC	HLT-ARI 1 Taux d'utilisation des services curatifs	85%	90%		WAT ARI 2	50%	70%	Rwanda	HLT-ARI 1 HLT-TRI 4	81	85	<p>Les programmes santé mentale, appui au système de santé et nutrition permettent de renforcer les compétences des prestataires des services de santé dans les 3 pays de la région pour une population estimée à 3 millions dont 50% de femmes contribuant ainsi à ce que les citoyennes et citoyens disposent de services de base plus accessibles, équitables, performants et durables.</p> <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence des stratégies nationales de santé mentale • Existence des stratégies nationales de la lutte contre la malnutrition • Existence des plans nationaux de développement sanitaire • Existence des stratégies nationales sur la transition démographique par une baisse des taux de mortalité et de fécondité <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faibles investissements stratégiques dans la santé mentale, nutrition, santé sexuelle et reproductive ainsi que dans la santé maternelle et infantile au niveau des pays • Instabilité politique et sécuritaire, épidémies récurrentes, catastrophes naturelles, conflits violents et déplacements majeurs des populations 	<p>Résultat 2.1 A l'horizon 2022–2025, les politiques et stratégies nationales de santé des 3 pays mettent en exergue le principe que la santé est un droit humain. Cela est une base pour l'amélioration continue de l'équité et de la qualité des soins grâce à un système de santé résilient, performant et réactif tendant vers la couverture universelle et le bien-être général.</p> <p>Indicateurs</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. HLT-TRI 4 Accès aux méthodes modernes de planification familiale : Proportion de femmes en âge de procréer dont les besoins en matière de planification familiale sont satisfaits par les méthodes modernes <i>Source : EDS</i> 2. HLT-TRI 1 Mortalité maternelle: Proportion de décès maternels <i>Source : EDS</i> <table border="1" data-bbox="1008 750 1412 1086"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Indicateurs</th> <th>Base de référence 2020</th> <th>Valeur cible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Burundi</td> <td>HLT-TRI 4</td> <td>23 (2016-17)</td> <td>40 (2023)</td> </tr> <tr> <td>HLT-TRI 1</td> <td>590 (2016-17)</td> <td></td> </tr> <tr> <td rowspan="2">RDC</td> <td>HLT-TRI 4</td> <td>18</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>HLT-TRI 1</td> <td>439</td> <td>300</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">Rwanda</td> <td>HLT-TRI 4</td> <td>81</td> <td>85</td> </tr> <tr> <td>HLT-TRI 1</td> <td>210</td> <td>126</td> </tr> </tbody> </table> <p>Mortalité maternelle : décès maternels / 100'000 Nouveau-nés</p>	Pays	Indicateurs	Base de référence 2020	Valeur cible	Burundi	HLT-TRI 4	23 (2016-17)	40 (2023)	HLT-TRI 1	590 (2016-17)		RDC	HLT-TRI 4	18	25	HLT-TRI 1	439	300	Rwanda	HLT-TRI 4	81	85	HLT-TRI 1	210	126
Pays	Indicateurs	Base de référence	Valeur cible																																												
Burundi	HLT-ARI 1 Taux d'utilisation des services de santé mentale	* A définir dans les 6 prochains mois																																													
RDC	HLT-ARI 1 Taux d'utilisation des services curatifs	85%	90%																																												
	WAT ARI 2	50%	70%																																												
Rwanda	HLT-ARI 1 HLT-TRI 4	81	85																																												
Pays	Indicateurs	Base de référence 2020	Valeur cible																																												
Burundi	HLT-TRI 4	23 (2016-17)	40 (2023)																																												
	HLT-TRI 1	590 (2016-17)																																													
RDC	HLT-TRI 4	18	25																																												
	HLT-TRI 1	439	300																																												
Rwanda	HLT-TRI 4	81	85																																												
	HLT-TRI 1	210	126																																												

<p>Sous-effet 2.2 Les individus et communautés acquièrent des connaissances et développent des initiatives, attitudes et pratiques positives durables en matière de santé, nutrition, alimentation, hygiène et égalité des genres</p> <p>Indicateurs Nombre de personnes ayant accès aux services de prévention et prise en charge <i>Source</i> : Partenaires de mise en œuvre</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Indicateurs</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeur cible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi, RDC et Rwanda</td> <td>Nombre de personnes ayant accès aux services de prévention et prise en charge</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>GEN-ARI 1 Violences sexuelles et basées sur le genre : nombre de personnes (H/F) victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques à avoir reçu une aide psychosociale, médicale et/ou juridique <i>Source</i> : Rapport des partenaires de mise en œuvre</p>	Pays	Indicateurs	Base de référence	Valeur cible	Burundi, RDC et Rwanda	Nombre de personnes ayant accès aux services de prévention et prise en charge			<p>Un engagement des communautés et individus sur les déterminants de la santé, tels que la santé mentale, sexuelle et reproductive, la nutrition et l'hygiène, de même que la lutte contre les violences basées sur le genre, est en phase à la fois, avec la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles et la surpopulation, dans le respect de l'égalité des genres.</p> <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'engagement des gouvernements des trois pays dans la lutte contre les violences basées sur le genre - Déclaration de Kampala • La prise en charge communautaire est en ligne avec les systèmes pays de l'offre des services à base communautaire. • De bonnes pratiques individuelles, communautaires et institutionnelles existent localement avec un potentiel de réplique inexploitée. <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une société civile peu active et avec de faibles capacités à peser sur la redevabilité des pouvoirs publics et de l'administration pour expliciter leurs engagements dans la lutte contre les déterminants de la santé mentale, la malnutrition et la planification familiale • Absence de traduction des engagements nationaux en actes concrets • Absence de l'engagement des autorités locales par suite de l'érosion du leadership/pouvoir • Des bonnes pratiques individuelles, communautaires 	<p>Résultat 2.2 La malnutrition chronique (« stunting »), les maladies mentales, la forte natalité, les maladies de la petite enfance et des mains sales et les violences basées sur le genre sont réduites grâce à une approche multisectorielle communautaire de prévention, prise en charge et gestion des cas sociaux et sanitaires</p> <p>Indicateur : HLT-TRI 5 Malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans: Proportion de retard de croissance chez les enfants de 0 à 5 ans</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Indicateurs</th> <th>Base de référence</th> <th>Valeur cible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>HLT-TRI 5</td> <td>56,3</td> <td>46</td> </tr> <tr> <td>Ngozi</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Gashoho</td> <td></td> <td>51,2</td> <td>41</td> </tr> <tr> <td>Kayanza</td> <td></td> <td>58,2</td> <td>48</td> </tr> <tr> <td>Gahombo</td> <td></td> <td>68,3</td> <td>55</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>HLT-TRI 5</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Bunyakiri</td> <td></td> <td>71</td> <td>65</td> </tr> <tr> <td>Minova</td> <td></td> <td>66</td> <td>60</td> </tr> <tr> <td>Idjwi</td> <td></td> <td>NA</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>HLT-TRI 5</td> <td>33</td> <td>19</td> </tr> </tbody> </table> <p>GEN_TRI_1 Egalité des sexes - Réformes favorisant l'égalité des sexes : Nombre de réformes politiques et législatives transformatrices de genre en place</p>	Pays	Indicateurs	Base de référence	Valeur cible	Burundi	HLT-TRI 5	56,3	46	Ngozi				Gashoho		51,2	41	Kayanza		58,2	48	Gahombo		68,3	55	RDC	HLT-TRI 5			Bunyakiri		71	65	Minova		66	60	Idjwi		NA		Rwanda	HLT-TRI 5	33	19
Pays	Indicateurs	Base de référence	Valeur cible																																																			
Burundi, RDC et Rwanda	Nombre de personnes ayant accès aux services de prévention et prise en charge																																																					
Pays	Indicateurs	Base de référence	Valeur cible																																																			
Burundi	HLT-TRI 5	56,3	46																																																			
Ngozi																																																						
Gashoho		51,2	41																																																			
Kayanza		58,2	48																																																			
Gahombo		68,3	55																																																			
RDC	HLT-TRI 5																																																					
Bunyakiri		71	65																																																			
Minova		66	60																																																			
Idjwi		NA																																																				
Rwanda	HLT-TRI 5	33	19																																																			

<p>Sous-effet 2.3 Les personnes les plus vulnérables ont accès à des soins de santé d'urgence et de nutrition de qualité et gratuits, en situation de crise (RDC)</p> <p>Indicateur: MIG ARI 3: Nombre de personnes migrantes ou déplacées internes ainsi que les membres des communautés d'accueil qui ont accès aux services locaux de santé (programmes suisses)</p> <p>Nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère traités dans un centre de stabilisation</p> <p>Source : rapports de projets des partenaires Les valeurs de référence et cibles sont établies sur une base annuelle.</p>	<p>En RDC, par l'intermédiaire de ses partenaires internationaux (Medair, MSF, CICR et MDM) en coordination avec les autorités nationales et la communauté humanitaire, l'AH :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribue à sauver des vies en répondant aux besoins de santé d'urgence, notamment la chirurgie de guerre, la santé primaire et reproductive, la prise en charge médicale et psychosociale des victimes de violences basées sur le genre, l'appui nutritionnel, etc. • Appuie les systèmes de santé dans la zone d'intervention en renforçant les capacités des agents étatiques, par le biais de réhabilitations et dons divers (matériel, médicaments, réhabilitation, etc.) • Complète son action en santé d'urgence par des actions d'amélioration des conditions d'eau, hygiène et assainissement (EHA), déterminants de la santé et du statut nutritionnel des populations • Travaille en synergie avec les acteurs de développement, pour faciliter la transition d'une approche de gratuité vers une logique de recouvrement de coûts, si le contexte le permet <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place d'un nouveau gouvernement central en RDC favorable à une collaboration avec les acteurs humanitaires • Les partenaires techniques fournissent un appui relativement coordonné, accepté par le gouvernement <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités des services étatiques sont limitées et le paquet de soins offert est insuffisant • Le Plan d'aide humanitaire pour la RDC reste sous-financé, le secteur de la santé ne fait pas exception • L'insécurité induit des déplacements de populations qui mettent fortement sous pression les services et limite l'accès des populations aux soins de santé 	<p>Résultat 2.3 Plan de réponse humanitaire 2021, RDC</p> <p>Les besoins vitaux (abris, AME, éducation, EHA, santé, protection) de 2,7 millions de personnes affectées par des mouvements de population récents sont couverts</p> <p>Indicateurs Nombre de déplacés/retournés/ familles d'accueil ayant bénéficié d'un accès aux services de soins de santé primaire</p> <p>Base de référence : non établie Valeur cible (2021) : 1,2 millions</p> <p>La prise en charge intégrée de 2,2 millions de personnes affectées par la malnutrition aigüe est assurée Base de référence : - Valeur cible (2021) : 2.2 millions</p>
---	---	---

4) Lignes d'intervention (Programme suisse)

- **Dialogue politique direct** : Dans les 3 pays de la région, la Suisse renforcera sa présence dans les plateformes de coordination et des espaces d'échanges entre les acteurs étatiques et non étatiques notamment au niveau national et provincial afin de promouvoir la culture de bonne gouvernance dans le secteur santé, le respect du droit international humanitaire (protection du personnel et infrastructures de santé en cas de conflit en RDC), renforcer les institutions et les organisations de la société civile, sensibiliser les autorités sur la prévention des violences et des maladies mentales et contribuer à la lutte contre l'impunité. Ce qui implique une bonne synergie des instruments suisses et une complémentarité entre les programmes globaux et bilatéraux au niveau pays et de la région.
- **Dialogue politique indirect** : Rencontres avec les autorités des Ministères sectoriels au niveau national et déconcentré, appui aux organisations de la société civile, recherche et analyses pour des évidences, dialogue interinstitutionnel.
- **Appui systémique** : Une vision d'évolution vers la couverture santé universelle et les piliers du renforcement des services de santé et nutrition, appui aux mécanismes de coordination nationale de la santé mentale, nutrition et sécurité alimentaire, des appuis techniques et budgétaires. Soutien aux districts/zones de santé avec un accent particulier sur la gestion informatisée des formations sanitaires (y inclut la gestion des médicaments), le rôle effectif des comités de santé et la gestion et utilisation des données de santé.
- **Communautaire** : Travail sur les mécanismes de redevabilité au niveau local et national en santé, avec passage possible par l'approche de financement basé sur la performance, de prévention, prise en charge et lutte contre la stigmatisation (maladies mentales, malnutrition, VSBG) au niveau primaire et secondaire (référence et contre-référence) en collaboration avec les organisations à base communautaire et soutien à la prise en charge intégrée par les communautés aux femmes, filles et garçons survivantes des violences sexuelles ou souffrant de maladies mentales.
- **Multisectoriel** : Lutte multisectorielle contre la malnutrition par une prise en charge intégrée (techniques d'alimentation, production d'aliments à haute valeur nutritive, consommation de farines fortifiées, etc.) et protection sociale.
- **Partenariats Public-Privé** : Promotion « de niche » et en particulier pour des approches de collaboration publique/privé tel que le renforcement du système alimentaire.
- **Génération des évidences** : Promotion de la recherche opérationnelle et collecte de données de qualité.
- **Peer Learning** : Appui aux plateformes et processus d'apprentissage mutuel et gestion du savoir institutionnel et communautaire. Focus sur les pratiques en matière de santé mentale, santé sexuelle et reproductive, de lutte contre la malnutrition et pratiques en matière d'hygiène personnelle.
- **Synergies** : Avec les programmes globaux engagés dans la région, en particulier avec le programme global santé (Fonds Mondial, santé mentale, SSR, etc.) mais aussi avec le programme global sécurité alimentaire (aspect nutrition comme PABRA).
- **Approche NEXUS** : les deux instruments inclus dans cet objectif, CS/AH, rechercheront les complémentarités, là où le contexte le permet, soit sur une base géographique (sud Kivu) ou thématique (épidémies, santé mentale, SGBV, etc.).

(5) Ressources, partenariats (Programme suisse)

Ressources financières prévues par objectif du portefeuille et par période

Programmes/Projets	Budget (CHF)	Durée
PASS (Sud Kivu)	20'000'000	2021–2026
Santé mentale (Régional)	7'600'000	2021–2026
Nutrition (Régional)	25'750'000	2021–2026
Psychosocial (Régional)	4'560'000	2021–2023
SYP (Rwanda)	2'781'000	2021–2023
VSBG-Teenage pregnancies (Régional)	4'500'000	2021–2024
Programme humanitaire en santé d'urgence	4'500'000	2021–2024
Budget total de l'objectif	69'691'000	

La pandémie du COVID-19 a démontré l'importance d'une vision commune d'un système de santé efficient et de la nécessité d'actions prioritaires d'urgence en appui aux priorités pays.

Principaux partenaires de mise en œuvre (CS/AH): OneUN (PNUD, UNICEF, FAO, WHO, WFP), ONG nationales et internationales, consultants internationaux et nationaux, GIZ, SwissTPH, MSF, MDM, Medair et CICR

Principaux partenaires gouvernementaux: Ministère de la santé, Ministère des affaires sociales et humanitaires, Ministère du genre et de la Promotion de la famille, Ministère de l'Environnement, Agriculture et Elevage, etc.

La Suisse contribue aux opérations humanitaires par différents types de financements et partenariats: soutien aux partenaires multilatéraux actifs dans un ou plusieurs secteurs d'activités (ex : aide alimentaire, coordination, appui multisectoriel) ou pour un type spécifique de populations (ex : réfugiés), la mise à disposition de ressources humaines auprès des partenaires (déploiements) mais également via le soutien à des projets spécifiques d'ONG internationales et nationales

(6) Résultats de gestion/performance, y compris les indicateurs (programme suisse)

Les groupes vulnérables ciblés : la population des zones d'intervention de la Suisse

Genre : L'effet santé et nutrition offre des services sans discrimination d'âge, de religion, de race ou de sexe. L'appui aux populations le plus vulnérables et la prise en charge communautaire aura un effet en priorité sur les femmes et filles (qui sont statistiquement les plus vulnérables et victimes de violences sexuelles). La lutte contre les VSBG, la santé mentale, l'engagement dans la santé sexuelle et reproductive et la lutte multisectorielle contre la malnutrition aboutissent à la réduction du gradient social entre les hommes et les femmes.

Gouvernance : L'intégration de la gouvernance sera reflétée dans l'appui aux politiques et aux processus programmatiques et d'interaction avec des acteurs (*Human Rights Based Approach*). La lutte contre la fraude et la corruption sera renforcée à travers la mise en application des outils suisses et d'un dialogue continu sur la gestion des risques. Les valeurs de gouvernance pertinentes pour le domaine comme la redevabilité, la transparence et la participation communautaire seront améliorées, grâce au renforcement des capacités des partenaires ainsi qu'à l'amélioration de l'environnement légal.

GPSC : Les programmes s'inscrivent dans une approche GPSC. Le principe de « ne pas nuire » ET « Leave No One Behind-LNOB » est respecté, afin de promouvoir la cohésion sociale. La plupart des programmes bénéficient autant aux migrants qu'à la population hôte.

Protection : Toute intervention tentera d'assurer la centralité de la protection (human rights based approach) pour les bénéficiaires.

Orientation géographique : Burundi (Ngozi, Kayanza, Muyinga), Rwanda (Western Province) et DRC (Sud Kivu et Nord Kivu)

L'aide humanitaire sera active plutôt au Nord et Sud Kivu mais jouira d'une grande flexibilité géographique pour répondre aux besoins humanitaires sur le territoire congolais.

Effet 3 du portefeuille suisse : Promotion de l'Emploi et du Développement Economique aux niveaux régional, national et local

Contribuant aux sous-objectifs de la Stratégie de Coopération Internationale de la Suisse (SCI):

- Sous-objectif 2: Promouvoir des initiatives innovantes du secteur privé pour faciliter la création d'emplois décents
- Sous-objectif 7: Renforcer l'accès équitable à des services de base de qualité

Théorie de changement

SI l'appui du programme de la coopération suisse dans la région des Grands Lacs permet à la jeunesse et aux femmes d'accéder à la formation professionnelle (Burundi, Rwanda, RDC), à l'alphabétisation (Burundi et RDC) et à l'emploi, à partir d'une offre de formation adaptée au marché du travail et aux économies locales; **si** cet appui permet aux petites et moyennes entreprises, aux artisans et aux exploitations familiales agropastorales d'accéder à des services financiers adaptés et soutenus par les institutions de microfinances et des banques; et **si** cet engagement contribue au développement d'un habitat durable, économiquement soutenable, assorti d'un cadre normatif clair et d'un engagement financier correspondant (projet de financement de la Banque Mondiale);

ALORS les acteurs et collectivités de la région des Grands Lacs sont amenés à prendre en compte les besoins de formation professionnelle et d'éducation de base d'une jeunesse rurale et urbaine peu éduquée ou formée dans des métiers ou des activités professionnelles nécessitant des compétences de base et du savoir-faire professionnels spécifiques; et la région des Grands Lacs disposera progressivement d'un réseau d'entrepreneurs, d'agropasteurs et d'artisans susceptibles de développer et consolider leurs activités économiques, en s'appuyant sur un dispositif de financement durable, facilitant également l'accès des plus démunis à un habitat décent.

PARCE QUE, il est impératif que la jeunesse, les femmes et les plus démunis soient désormais les bénéficiaires prioritaires des politiques de développement économiques et sociales, afin que la prolifération des groupes armés et la recrudescence de la violence s'estompent, au profit de relations humaines plus apaisées, assurant aux groupes sociaux marginalisés le droit et l'accès à l'éducation de base, à la formation, à une activité professionnelle digne et rémunératrice, ainsi qu'à un habitat plus décent.

(1) Sous-effets du portefeuille suisse	(2) Contribution du programme suisse	(3) Outcomes du développement pays																														
<p>Sous-effet 3.1 Les acteurs clés du secteur privé (société civile, opérateurs économiques, associations professionnelles, interprofession), les services pédagogiques compétents et les collectivités territoriales contribuent à la formulation et la mise en œuvre d'une offre d'éducation de base et de formation professionnelle en phase avec la démographie et l'urbanisation, qui permet à la majorité des jeunes et des femmes, peu/non éduqués, de disposer notamment de connaissances professionnelles, de compétences de base, de reconnaissance et d'un emploi décent et rémunérateur, que celui-ci soit du secteur formel ou peu formalisé.</p> <p>Indicateurs Taux de participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire, aux cours des 12 mois précédents, par sexe¹¹.</p> <p>EDU_ARI 1 : Nombre de personnes bénéficiant d'une éducation de base non formelle ou alternative et de possibilités d'apprentissage, par sexe.</p> <table border="1" data-bbox="159 929 569 1176"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence (2020)</th> <th>Valeurs cibles (2025)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>1'808</td> <td>3'800</td> </tr> <tr> <td>RDC :</td> <td>2'537</td> <td>2'600</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>3'989</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>8'334 (♀ 40%)</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>Formation Duale :</p> <table border="1" data-bbox="159 1254 569 1467"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Base de référence : (2020)</th> <th>Valeurs cibles (2025)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burundi</td> <td>139 (♀ 42%)</td> <td>100 (♀ 50%)</td> </tr> <tr> <td>RDC</td> <td>84 (♀ 56%)</td> <td>100 (♀ 50%)</td> </tr> <tr> <td>Rwanda</td> <td>315 (♀ 26%)</td> <td>600(♀ 50%)</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>538 (♀ 41%)</td> <td>800 (♀ 50%)</td> </tr> </tbody> </table> <p>IED_AR_2 Nombre de personnes ayant un nouveau ou meilleur emploi</p>	Pays	Base de référence (2020)	Valeurs cibles (2025)	Burundi	1'808	3'800	RDC :	2'537	2'600	Rwanda	3'989		Total	8'334 (♀ 40%)		Pays	Base de référence : (2020)	Valeurs cibles (2025)	Burundi	139 (♀ 42%)	100 (♀ 50%)	RDC	84 (♀ 56%)	100 (♀ 50%)	Rwanda	315 (♀ 26%)	600(♀ 50%)	Total	538 (♀ 41%)	800 (♀ 50%)	<p>Avec l'appui des programmes dans la formation professionnelle et dans la chaînes de valeur de la construction, le secteur privé s'impose comme un acteur prépondérant en matière de création d'emplois et d'opportunités économiques, par le développement de formations pertinentes et l'accès à une main d'œuvre qualifiée, ainsi que par le développement durable de la chaîne de valeur de la construction en participant à la définition des contenus de formation professionnelle et en facilitant l'accès aux services financiers, contribuant ainsi à la relance économique des acteurs du marché, touchés par les conséquences de la COVID-19.</p> <p>Par ailleurs, le programme vise à faciliter le commerce transfrontalier pour les jeunes femmes commerçantes par l'accès à un ensemble de services et de formations. Afin de garantir l'accès à une formation de qualité aux plus défavorisés sans ou avec faible scolarité, des éléments d'éducation de base viendront compléter le programme.</p> <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le système de formation professionnelle type «dual» fait partie des cursus reconnus • Les formations professionnelles permettent aux jeunes et aux entreprises d'accéder à un emploi décent • La région se dote d'un cadre normatif favorisant l'usage de plus en plus répandu de la brique moderne favorable à la sauvegarde et la préservation de l'environnement dans la construction ; un parcours de formation professionnelle en renforce l'attractivité • L'élaboration d'un cadre favorable à la capitalisation du dividende démographique grâce aux formations à l'accès au financement pour les MPME • La réponse à la pression d'urbanisation grâce à la nouvelle technologie de briques en vue d'une densification urbaine respectueuse de l'environnement 	<p>Résultat 3.1 La région bénéficie d'un secteur privé contribuant activement à la création d'emplois décents, à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> › Proportion d'élèves du secondaire inscrits dans l'ETFP › % des diplômés de l'ETFP employés dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme (femmes/hommes) <i>Source : RP & RTB - Rapports d'étude de suivi</i> › Nombre de nouveaux emplois décents et productifs créés. <i>Source : Labour Force Survey</i>
Pays	Base de référence (2020)	Valeurs cibles (2025)																														
Burundi	1'808	3'800																														
RDC :	2'537	2'600																														
Rwanda	3'989																															
Total	8'334 (♀ 40%)																															
Pays	Base de référence : (2020)	Valeurs cibles (2025)																														
Burundi	139 (♀ 42%)	100 (♀ 50%)																														
RDC	84 (♀ 56%)	100 (♀ 50%)																														
Rwanda	315 (♀ 26%)	600(♀ 50%)																														
Total	538 (♀ 41%)	800 (♀ 50%)																														

11 Ces chiffres concernent les écoles professionnelles soutenues par une intervention suisse et par année.

<p>Pays Base de référence (2020) Valeurs cibles (2025)</p> <p>Burundi 313¹² (¶ 51%) 2000 (¶ 50%) RDC 460 (¶ 51%) 3200 (¶ 50%) Rwanda 879 (¶ 42%) 6000 (¶ 50%) Total 1652 11200 (¶ 50%)</p> <p>IED_TRI_2 Nombre de compagnies ou d'organisations professionnelles contribuant à un système pertinent de VSD</p> <p>Pays Base de référence (2020) Valeurs cibles (2025)¹³</p> <p>Burundi 20 A/D RDC 340 A/D Rwanda 21 A/D Total 885 A/D</p>	<p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Secteur privé peu considéré par les pouvoirs publics • Absence d'incitations publiques et/ou privées à la création d'emplois • Corruption, malversations • Manque d'appropriation des interventions suisses • Les interventions de la Suisse, géographiquement très localisées et focalisées sur des cibles très spécifiques, ont du mal à initier un passage à l'échelle sans l'appropriation des gouvernements et la reprise d'autres partenaires au développement (bailleurs) malgré leur effet systémique évident 	
<p>Sous-effet 3.2</p> <p>Les acteurs compétents en charge de la formation professionnelle, de l'éducation et de la gestion du commerce transfrontalier et du secteur financier fournissent des services accessibles, durables et de meilleure qualité.</p> <p>Indicateurs</p> <p>EDU_ARI_2 Nombre de formateurs ou du personnel éducatif, formé</p> <p>Pays Base de référence (2020) Valeurs cibles (2025)¹⁴</p> <p>Burundi 590 (♀ 28%) A/D (♀ 50%) RDC 661 (♀ 30%) A/D(♀ 50%) Rwanda 481 (♀ 15%) A/D(♀ 50%) Total 1732 (♀ 24%) A/D(♀ 50%)</p> <p>IED_ARI_3 Nombre de personnes ayant accès à et utilisant des produits et des services financiers formels</p>	<p>La coopération suisse contribue à renforcer l'offre de formation professionnelle de qualité. L'intervention visant à promouvoir le commerce transfrontalier comme facteur de paix entre les communautés permet de renforcer les capacités des femmes qui pratiquent le petit commerce transfrontalier, en leur fournissant un ensemble de formations pertinentes notamment financières et douanières. Le programme de relance économique après la COVID-19 contribue à la mise œuvre de conditions favorables pour le développement du commerce en fournissant des services financiers adéquats aux MPME et aux services financiers tels que les IMF. Promotion de l'accès à l'énergie électrique en installant 3 unités hydroélectriques pour la transformation semi-industrielle des produits agricoles.</p> <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • La reprise des relations transfrontalières après fermeture en raison de la crise sanitaire va intensifier la reprise du commerce transfrontalier et la valorisation des productions locales • L'intensification du commerce transfrontalier avec l'intégration de la RDC à l'EAC <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les conflits régionaux nuisent aux programmes contribuant au commerce transfrontalier • Les IMF restent méfiantes à fournir des services financiers à des MPME identifiées comme à risque 	<p>Résultat 3.2</p> <p>Les populations bénéficient d'une offre de qualité concernant les services de base qui favorisent le développement du marché de l'emploi, le commerce transfrontalier et l'accès aux services financiers.</p> <p>Indicateurs pays</p> <p>RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> › Promotion de la culture entrepreneuriale <i>Source :</i> › Renforcement d'un cadre institutionnel incitatif <i>Source :</i> <p>Rwanda</p> <ul style="list-style-type: none"> › % d'employeurs satisfaits des diplômés ETEP <i>Source : RP & RTB: rapport d'enquête de satisfaction des employeurs</i> › Crédit aux PME en pourcentage du PIB <i>Source : MINECOFIN & BNR: Rapports</i> › Emplois productifs créés par les MPME soutenus pour accéder aux banques, MIFI et SACCos <i>Source : BNR; Rapports PSF & RDB MINICOM & RDB et étude de suivi.</i>

12 Pour le Burundi et le Rwanda, ce sont les chiffres issus de l'intervention dans la chaîne de valeur des briques auxquels vont s'ajouter les résultats de la contribution à la formation professionnelle pour lesquels une étude est en cours de préparation pour obtenir ces informations.

13 A déterminer : ces valeurs seront déterminées au cours du rapport annuel.

14 A déterminer : ces valeurs seront déterminées au cours du rapport annuel.

(4) Lignes d'intervention (Programme suisse)

Sous-objectif 3.1

- Appui technique au secteur privé et au Gouvernement dans la mise en œuvre d'un système de formation duale plus intégré sur la base d'un PPP, en démontrant sur une base objective les intérêts communs de ce système
- Appui aux institutions de microfinance et aux banques dans leur capacité à soutenir les petites et moyennes entreprises, les entreprises artisanales et agropastorales par des services financiers pertinents et accessibles en fournissant des garanties de sécurité, avec pour objectif d'inciter ces acteurs à développer des produits financiers divers
- Appui aux Partenaires Techniques et Financiers à travers un transfert de connaissances de la technologie des Briques Modernes afin qu'ils disposent de ressources suffisantes pour soutenir l'essor de ce secteur
- Appui aux réformes structurelles dans le secteur de la construction afin que ce secteur bénéficie de normes et de standards respectant l'environnement et les conditions de travail des employés
- Appui technique aux acteurs le long de la chaîne de production de la BM afin de créer un cluster pour la production et ainsi réduire les coûts et favoriser un écosystème performant et durable
- Appui aux entreprises privées locales et aux ménages à travers un accès bon marché et local à des services énergétiques accessibles
- Appui aux offres d'éducation de base inclusives et adaptées au contexte permettent aux jeunes et femmes vulnérables, sans/avec faible scolarité de rattraper les compétences de base pour une meilleure transition vers une formation professionnelle de qualité et/ou des chances économiques équitables (Burundi, RDC)
- Dimensions genre : encourager et autonomiser les femmes de s'engager dans le développement économique (comme employées et entrepreneuses) et à cet égard aborder des questions de travail domestique et non rémunéré et la valorisation des femmes dans leurs activités économiques par leur entourage, et le soutien surtout des hommes dans leur entourage, dans le secteur privé et publique

Sous-objectif 3.2

- Appui technique et en ressources (équipements) aux institutions de formation professionnelle dans l'amélioration de la qualité et l'élargissement de l'offre de formation avec un accent sur la cohérence de ces formations avec le marché du travail
- Appui aux femmes faisant le petit commerce transfrontalier par une série de services leur permettant d'être plus indépendantes et plus efficaces : formations à l'usage des services douaniers, à l'entrepreneuriat, à la gestion financière, à l'alphabétisation
- Appui aux entreprises privées locales, institutions de microfinance et aux banques dans leur capacité à soutenir les petites et moyennes entreprises, les entreprises artisanales et agropastorales et aux ménages à travers un accès bon marché et local à des services énergétiques accessibles
- Appui aux petites et moyennes entreprises, entreprises artisanales et agropastorales par institutions de microfinance et les aux banques dans la mise en œuvre et l'accessibilité à des services financiers pertinents

(5) Ressources, partenariats (Programme suisse)

Programmes/Projets	Budget (CHF)	Durée	Partenaires
PROMOST	CHF 16'500'000.00	2019–2022	en régie avec SwissContact +STRADH, Talent Match Inc.
PROECCO	CHF 15'000'000.00	2021–2024	en régie avec SKAT + Briquetiers, PTF chaîne de valeur dans la construction
PEEMIR	CHF 9'000'000.00	2022–2024	avec des partenaires associatifs, des entreprises d'énergie locales
RELANCE ECONOMIQUE	CHF 6'500'000.00	2021– 2022	SPARK, PNUD
MSL	CHF 1'000'000.00	2019–2022	International Alert + Faith Victory Association + Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP)
Total	CHF 48'000'000		

(6) Résultats de gestion/performance, y compris les indicateurs (programme suisse)

Les groupes vulnérables ciblés : La population des zones d'intervention de la Suisse

Synergies : Les analyses afin de renforcer la cohérence des interventions suisses au sein du domaine Emploi et Développement Economique ont permis de renforcer les synergies entre les projets. A ce titre, les interventions dans la formation professionnelle qui concerne la construction de bâtiments seront réalisées avec la technologie de Brique Moderne, et les différentes interventions visant à former une main d'œuvre compétente et durable devra capitaliser sur les bénéficiaires de formations professionnelles mises en œuvre par les autres projets du domaine. Le principe de « ne pas nuire » et de « ne laisser personne pour compte » est promu afin de promouvoir la cohésion sociale. La plupart des programmes bénéficient autant aux migrants qu'à la population hôte.

GPSC (CSPM) : La gestion de l'ensemble des projets du domaine prend en compte les différentes caractéristiques de fragilité propres aux différents contextes de la région. Ces éléments constituent la base sur laquelle les analyses de mise en œuvre de projets sont faites. Elles permettent de déterminer si la zone sélectionnée est pertinente. La gestion adaptative est aussi un moyen de respecter les principes de l'approche GPSC en préservant une certaine flexibilité dans la gestion des projets à l'évolution du contexte et des dynamiques de fragilité.

Genre : Le genre est intégré au sein du domaine comme une thématique transversale dont l'objectif est de renforcer la présence des femmes dans les secteurs traditionnellement réservés aux hommes. Cela permet une meilleure intégration socio-économique afin d'améliorer la participation des femmes dans les prises de décisions aux niveaux des foyers, mais aussi des instances communautaires et économiques.

Gouvernance : La gouvernance sera l'axée sur le renforcement du dialogue politique et sur la mise en place de cadres de concertations aux différents niveaux des interventions suisses afin d'assurer leur plus grande implication et une appropriation conséquente des actions. La gouvernance et la collaboration dans l'implémentation des programmes sera aussi discutée et approfondie avec les partenaires de la mise en œuvre, notamment les mandataires. Les principes de bonne gouvernance sont intégrés de manière transversale dans l'ensemble des projets. L'ensemble du cycle de gestion de projet est réalisé en incluant les parties prenantes avec une attention particulière aux populations directement visées par les interventions. La lutte contre la fraude et la corruption sera renforcée à travers la mise en application des outils suisses de contrôle et de prévention, et d'un dialogue continu sur la gestion des risques. Les valeurs de gouvernance pertinentes pour le domaine comme la redevabilité, la transparence et la participation communautaire seront renforcées.

Orientation géographique : Burundi (Ngozi, Kayanza, Cibitoke, Bujumbura rural), Rwanda (Province de l'Ouest), et RDC (Sud-Kivu, Nord-Kivu, Kalehe, Idjwi, Kabere, Walungu, Uvira).

Les groupes vulnérables ciblés : La population des zones d'intervention de la Suisse

Synergies : Les analyses afin de renforcer la cohérence des interventions suisses au sein du domaine Emploi et Développement Economique ont permis de renforcer les synergies entre les projets. A ce titre, les interventions dans la formation professionnelle qui concerne la construction de bâtiments seront réalisées avec la technologie de Brique Moderne, et les différentes interventions visant à former une main d'œuvre compétente et durable devra capitaliser sur les bénéficiaires de formations professionnelles mises en œuvre par les autres projets du domaine. Le principe de « ne pas nuire » et de « ne laisser personne pour compte » est promu afin de promouvoir la cohésion sociale. La plupart des programmes bénéficient autant aux migrants qu'à la population hôte.

GPSC (CSPM) : La gestion de l'ensemble des projets du domaine prend en compte les différentes caractéristiques de fragilité propres aux différents contextes de la région. Ces éléments constituent la base sur laquelle les analyses de mise en œuvre de projets sont faites. Elles permettent de déterminer si la zone sélectionnée est pertinente. La gestion adaptative est aussi un moyen de respecter les principes de l'approche GPSC en préservant une certaine flexibilité dans la gestion des projets à l'évolution du contexte et des dynamiques de fragilité.

Genre : Le genre est intégré au sein du domaine comme une thématique transversale dont l'objectif est de renforcer la présence des femmes dans les secteurs traditionnellement réservés aux hommes. Cela permet une meilleure intégration socio-économique afin d'améliorer la participation des femmes dans les prises de décisions aux niveaux des foyers, mais aussi des instances communautaires et économiques.

Gouvernance : La gouvernance sera axée sur le renforcement du dialogue politique et sur la mise en place de cadres de concertations aux différents niveaux des interventions suisses afin d'assurer une plus grande appropriation des actions. La gouvernance et la collaboration dans l'implémentation des programmes sera aussi discutée et approfondie avec les partenaires de la mise en œuvre, notamment les mandataires. Les principes de bonne gouvernance sont intégrés de manière transversale dans l'ensemble des projets. L'ensemble du cycle de gestion de projet est réalisé en incluant les parties prenantes avec une attention particulière aux populations directement visées par les interventions. La lutte contre la fraude et la corruption sera renforcée à travers la mise en application des outils suisses de contrôle et de prévention, et d'un dialogue continu sur la gestion des risques. Les valeurs de gouvernance pertinentes pour le domaine comme la redevabilité, la transparence et la participation communautaire seront renforcées.

Management Performance Indicators (valides pour tous les objectifs des différents portefeuilles)	
OM1: Whole Of Department Approach (WODA)	
Indicateurs	
IM 1.1	Nombre de réunions d'analyse commune du contexte regroupant les différents instruments de la politique étrangère suisse au niveau régional.
Baseline	2021: 2
Target	2025 : 2
IM 1.2	Nombre de rapports d'analyse du contexte partagés au niveau régional change.
Baseline	2021: 2
Target	2025 : 2
OM2: Gestion de Programme Sensible au Conflit (CSPM)	
Indicateurs	
IM 2.1	Nombre de membres du personnel de la DDC formés au niveau régional sur le CSPM.
Baseline	2021: 14 personnes
Target	2025 : 20 personnes
IM 2.2	Nombre de membres clés du personnel des organisations partenaires formés sur le CSPM.
Baseline	2021: 15 personnes
Target	2025 : 20 personnes
OM3: Genre	
Indicateurs	
IM 3.1	Nombre de membres du personnel de la DDC formés au niveau régional sur la prise en compte et l'intégration des aspects genre.
Baseline	2021: 85%
Target	2025 : 100%
IM 3.2	Nombre des membres clés du personnel des organisations partenaires formés sur la prise en compte et l'intégration des aspects de genre.
Baseline	2020: 85%
Target	2025 : 100%
IM 3.3	Nombre de projets avec une analyse genre préalable et une stratégie en place.
Baseline	2021 : 100%
Target	2025 : 100%
OM4: Durabilité et localisation	
Indicateurs	
IM 4.1	% de contrats de la DDC confiant directement des projets à des partenaires locaux.
Baseline	2021: 26%
Target	2025 : 35%
OM5: Processus et planification	
Indicateurs	
IM 5.1	Niveaux des décaissements.
Baseline	2021 : Mars : 20% ; juin : 50%; septembre : 70%; décembre : 100%
Target	2021 : Mars : 20% ; juin : 50%; septembre : 80%; décembre : 100%
IM 5.2	Nombre de contrats.
Baseline	2017 - 2020 : 391
Target	2021 - 2025 : 315 (réduction de 15 - 20%)
IM 5.3	Portfolio mix ou combinaison de modalités de financements (mandats, contributions bilatérales, contributions multilatérales, multi-B).
Baseline	2017 - 2020 : 28 % (mandats), 64 % (contributions bilatérales), 7 % (contributions multilatérales), 1 % (multi-B)
Target	2021 - 2025 ...% (mandats), ...% (contributions bilatérales), ...% (contributions multilatérales), ...% (multi-B) – les objectifs seront définis en début 2022.
OM6: Approche nexus	
Indicateurs	
IM 6.1	Nombre de projets appliquant une approche « nexus » (ex. avec des modificateurs de crise / fonds de contingence, etc.).
Baseline	2021: 1
Target	2025 : 3
OM7: Visites de terrain de suivi des activités et des partenaires par les chargés de programme	
Indicateurs	
IM 7.1	Nombre de visites de terrain pour le suivi des projets et partenaires par les chargés de programme.
Baseline	2021: une moyenne de 3 visites par projet par chargé de programme
Target	2022 : minimum 2 visites par projet par chargé de programme



Impressum

Editeur:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC

Photos:

© DDC, page 8 © HEKS/EPER

Mise en page :

Mark Manion, Commusication Arts

Commandes à:

sdc.admin.ch/publications

Contact:

Direction du développement et de la coopération DDC
Division Afrique orientale et australe
Tel. +41 58 462 36 23
www.sdc.admin.ch

Bern, 2022